

L'ECONOMIE DU TEMPS DE TRAVAIL

F. de Lagausie

L'ECONOMIE DU TEMPS DE TRAVAIL

Depuis bien longtemps sans doute, les hommes ont eu conscience que certains d'entre eux vivent du travail des autres. Cependant le mécanisme de ce phénomène social n'a pas été étudié jusqu'ici d'une manière systématique et scientifique en l'absence de tout sentiment d'approbation ou de réprobation, en l'absence de ce que l'on appelle un jugement de valeur.

Quand un entomologiste étudie les moeurs d'un insecte, il ne s'occupe pas de savoir si celui-ci est laid ou beau, méchant ou bon. Il se contente de le décrire aussi exactement que possible. C'est une chose que de connaître et c'en est une autre que de juger. Il est inévitable que les deux attitudes soient adoptées simultanément, mais il faut éviter de les confondre sous peine d'avoir une connaissance faussée par l'intervention de facteurs affectifs. C'est seulement lorsque la connaissance est totale qu'un jugement peut s'appuyer sur des bases solides. C'est à la recherche de ces bases que nous allons nous attacher. Nous pourrons ensuite former notre opinion.

Tout d'abord une définition : le parasitisme social est le fait de donner à la société moins ou plus de temps de travail que l'on n'en reçoit. Le parasitisme est déterminé par le rapport entre le temps donné et le temps reçu.

Cette définition posée, et pour aider à faire provisoirement abstraction de tout jugement de valeur, il faut remarquer que la conscience d'un parasitisme social ne s'accompagne pas toujours d'un sentiment de réprobation. Bien souvent cette conscience même est absente.

D'une manière générale, les enfants et les jeunes, avant qu'ils n'entrent à leur tour dans la production, vivent en parasites des adultes. L'impossibilité qu'il en soit autrement crée dans notre esprit un sentiment d'acceptation et engendre les dévouements les plus purs et les plus beaux. On peut dire que toutes les générations actuelles vivent en parasites des générations passées qui ont créé pour nous un immense héritage matériel et culturel.

Nous sommes parasités à notre tour par les générations futures et nous construisons pour elles des écoles, des routes, des barrages, des attitudes et des idées. L'avenir d'une civilisation se joue ainsi entre l'usure et l'enrichissement quotidien de cet héritage.

Des enquêtes sociologiques récentes ont pu montrer que les mères de famille, ayant un emploi salarié en dehors de la maison tout en assurant l'entretien du ménage, travaillent 70 à 80 heures par semaine tandis que leurs maris n'effectuent que 45 heures. Pourtant, peu de ces hommes

2.

ont conscience de vivre en parasites de leurs femmes et celles-ci, en général, sont très éloignées de tels calculs.

Nous aurons l'occasion, tout au long de cette étude, de donner d'autres exemples et lorsque nous saurons mesurer avec une précision acceptable les échanges de temps de travail à l'intérieur de la société, nous découvrirons, sous des aspects inattendus, les rapports entre le parasitisme et le jugement moral. C'est à la mesure objective de ce parasitisme que nous devons d'abord parvenir.

Nous savons mesurer les temps de travail avec une horloge, mais ces temps ne s'échangent pas sous une forme visible. Ce que nous échangeons ce sont des valeurs. Nous échangeons la valeur de notre salaire ou de nos revenus contre celles des biens et services nécessaires à notre mode d'existence.

Il est assez facile de retrouver sous le salaire ou le revenu le temps de travail correspondant. C'est ce temps que nous donnons à la société. Mais jusqu'à ces dernières années, il était impossible de savoir le temps qu'elle nous donnait en échange. C'est en nous inspirant des travaux des théoriciens de la productivité que nous pouvons y parvenir aujourd'hui.

La productivité se mesure au temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise ou d'un service. S'il n'est pas possible d'additionner toutes les parcelles de temps qui interviennent dans la production d'une paire de chaussures, depuis le travail des éleveurs qui ont fourni les peaux jusqu'à celui des ouvriers qui ont construit les machines ou les bâtiments de l'usine, des méthodes approximatives mais cependant acceptables permettent, en partant de la valeur de ces chaussures, de retrouver le temps total qui a été nécessaire à les produire.

Nous reviendrons longuement sur ces calculs. Pour l'instant, ce qui apparaît est d'une part l'espoir d'arriver à une connaissance relativement exacte des échanges de temps de travail et d'autre part le rôle de la valeur comme intermédiaire indispensable dans cette connaissance.

La valeur constitue donc le centre de cette étude et tout effort pour analyser le parasitisme social doit au préalable mettre au jour le déterminisme complet de la valeur. C'est dans ce sens que s'était orienté Marx. Malheureusement sa théorie d'une valeur directement proportionnelle au temps de travail, si elle a rendu de grands services sur les plans politiques et philosophiques, n'a pu être utilisée pratiquement par aucun économiste sinon comme cadre idéologique.

Notre première étape sera donc l'analyse de la valeur, la recherche de sa nature et de son évolution historique.

*
**

3.

LA VALEUR

Les difficultés relatives à la théorie de la valeur tiennent en quelque sorte à une déformation professionnelle des économistes. Ils sont habitués à manier certaines catégories de valeurs : les valeurs économiques. Valeur signifie pour eux marchandise, service, salaire, prix ou billet de banque. Ils se sont ainsi écartés du sens commun du mot valeur. Nous avons l'habitude de conférer une valeur à bien d'autres choses, à la santé, à la paix, à une affection ou une simple idée.

Les difficultés ne peuvent cesser que si l'on revient à ce sens général, c'est-à-dire à la simple description objective des faits sociaux et psychologiques. Alors la coupure entre les valeurs économiques et les autres cesse et elles retrouvent toutes une nature identique.

La vie en société est faite d'une succession d'échanges et le fait qu'une chose soit offerte et acceptée signifie que la société lui reconnaît une valeur. Bien des choses peuvent ainsi prendre une valeur et, pour s'en convaincre, il suffit d'observer les échanges dans d'autres sociétés que la nôtre.

Mauss, dans son remarquable "Essai sur le don" (Sociologie et anthropologie), décrit tout ce qui peut être échangé dans les sociétés primitives :

Echanges d'attitudes sous forme de non-hostilité, de politesses, de protocoles, de cérémonies.

Echanges de rites, de pouvoirs magiques, de bénédictions, de vœux.

Echanges d'êtres humains, femmes, enfants, esclaves, prisonniers.

Echanges de produits du travail, aliments, armes, outils, mobilier.

Echanges de travaux.

Echanges de droits, droits de propriétés, droits de jouissance, d'usage comme le droit de passage ou le droit d'utiliser un point d'eau, droit de récolte, de cueillette, de chasse.

Echanges de promesses, alliances militaires, entr'aide contre un danger commun.

Tout ce qui est échangé ainsi a une valeur. L'acceptation de l'échange implique la reconnaissance sociale d'une valeur.

Devant de tels faits les économistes sont mal à l'aise. Ils se retranchent derrière la grande production pour justifier une limitation aux formes d'échange qui les intéressent. Mais cette restriction est artificielle. L'industrie capitaliste ne pourrait fonctionner sans l'intervention de multiples valeurs dont l'une, le droit de propriété, n'est pas le résultat d'un travail. Les revenus du canal de Suez étaient basés sur un

4.

droit de passage. Le grand propriétaire tire une partie au moins de ses revenus de la rente foncière, c'est-à-dire de l'échange du droit de récolte sur ses terres contre le travail de ses fermiers.

La dernière guerre a révélé que, dans de grandes entreprises allemandes, les prisonniers pouvaient devenir des esclaves ou être transformés en engrais, voire négociés contre des camions américains. Aujourd'hui, aux U.S.A., la peur des Russes a une valeur en Bourse.

Les économistes ont quelque peine à expliquer la valeur des faits religieux et pourtant l'Eglise est une grande puissance financière. Il est même assez drôle de voir les grands systèmes se débattre dans la difficulté de classer dans une catégorie économique quelconque le prêtre, le soldat, la prostituée, le militant syndical et le fonctionnaire.

La valeur n'est pas de nature économique, c'est un fait social et psychologique. La valeur est une idée, une appréciation, une opinion, un jugement moral. Si, au lieu d'établir des discriminations arbitraires, l'on s'en tient à la simple description des faits, il est banal d'observer que n'importe quelle activité et même une simple attitude passive peuvent avoir une valeur. Il est tout aussi banal de constater que la même marchandise peut avoir des valeurs différentes suivant les circonstances, les échangeurs, etc... Les critiques qui ont pu être adressées à une théorie où la valeur est mesurée par une durée du travail sont profondément justifiées.

C'est un fait que la valeur d'une peinture ne se mesure pas au temps nécessaire pour la peindre, ni la valeur d'un médecin à la durée de sa consultation. Il est exact que le vin prend de la valeur en vieillissant et le terrain à bâtir en spéculant. Pourquoi ne pas le reconnaître ?

Les marxistes craignent, en abandonnant leur théorie de la valeur, de perdre le moyen d'expliquer le parasitisme social par la formation de la plus-value. Mais est-il sûr que la notion de plus-value soit un bon outil pour déceler le parasitisme ? Est-il sûr qu'il n'en soit pas de meilleur ?

Une femme d'origine française peut être, dans un village d'Algérie, vendeuse de magasin à 160 francs de l'heure. Elle est ainsi manifestement exploitée. Mais elle améliore facilement sa situation en faisant faire sa lessive par une Algérienne qu'elle paie 80 francs de l'heure. Elle échange donc, par l'intermédiaire de la monnaie, une heure de son travail contre deux de l'Algérienne. L'analyse de ce parasitisme qui explique bien des attitudes politiques échappe totalement à la théorie de la plus-value. Il serait facile de multiplier les exemples de ce genre, en particulier dans les échanges entre le travail agricole et le travail industriel.

Si, au lieu de reprendre les idées de Ricardo, Marx s'était servi des principes du matérialisme historique pour essayer de découvrir le déterminisme de la valeur, il eut été mieux inspiré.

Les recherches qui sont exposées ici ont été commencées il y a un peu plus de trois ans, en écartant toute hypothèse à priori, en particu-

5.

lier celle de Marx, et en se livrant à la pure observation sans aucune volonté de démontrer quelque idée préconçue.

Il est assez paradoxal qu'au bout d'un an les faits observés aient conduit à une confirmation des principes du matérialisme historique, tels qu'ils ont été définis par Marx et Engels, et à une négation de la théorie marxiste de la valeur.

Les faits montrent que la valeur est un élément d'une superstructure idéologique dont les mouvements sont déterminés par une infrastructure économique et sociale.

On conçoit dès lors les raisons pour lesquelles une théorie de la valeur qui fasse l'unité des économistes n'ait pu être découverte jusqu'ici.

Il se trouve que ceux qui ont parfaitement saisi la nature idéologique de la valeur sont en même temps ceux qui répugnent à l'étude du parasitisme social, craignant inconsciemment ou consciemment d'alimenter ainsi une propagande politique qu'ils réprouvent. Il se trouve également que ceux qui, par souci humanitaire, voudraient mettre à nu les mécanismes de ce parasitisme sont, pour des motifs politiques opposés, réfractaires à une remise en question des théories marxistes.

Les préoccupations politiques ou morales et, d'une manière plus générale les jugements de valeur, par une sorte de refus irrationnel, ont détourné l'attention de la simple observation des faits. C'est à ces faits qu'il faut revenir.

Peu de personnes sont familiarisées avec les termes d'infrastructure et de superstructure. Aussi, avant d'entrer dans un développement à architecture logique, il est utile de mettre un peu de chair autour de ces schémas théoriques.

— LA NATURE IDEOLOGIQUE DE LA VALEUR ET SON HISTOIRE —

Mauss, en observant les sociétés primitives, parle d'échanges par dons car les actes y sont apparemment gratuits. Mais il souligne qu'en fait le don est obligatoire et qu'il y a obligation de le rendre. Ce qui le surprend est que l'intérêt économique de ces échanges paraît secondaire et cette surprise est révélatrice d'une opinion déjà faussée par la vie moderne.

Pour les sociétés archaïques, la principale valeur est l'attitude de non-hostilité aussi bien de la part des tribus voisines que de la part des Dieux. Cette attitude est obtenue par des échanges de dons d'une extrême variété. Ce qui est le plus apparent ici est le caractère symbolique. La chose offerte est le symbole d'une attitude sociale et d'un pouvoir social.

6.

Et ce symbolisme est encore vivace de nos jours. Nous le voyons dans le protocole et les cérémonies qui entourent la signature des traités diplomatiques, mais aussi dans l'échange de voeux au nouvel an, dans le paiement réciproque de tournées au café, dans les invitations successives, dans les formules de politesse. Nous le voyons dans une manifestation fondamentale, le mariage, où s'exprime encore la totalité des valeurs qui peuvent s'échanger depuis l'anneau, survivance du pouvoir magique, jusqu'à l'échange du travail de la femme contre le travail de l'homme.

Marx est obligé de faire de longs développements pour expliquer l'origine du caractère fétichiste de la marchandise parce qu'il a admis au départ que la valeur était de nature économique. Mais il faudrait plutôt montrer l'atténuation progressive du caractère fétichiste des objets échangés. Pendant longtemps, dans les sociétés primitives, la chose donnée reste liée au donateur, elle contient une parcelle de son pouvoir magique. Accepter un don c'est se mettre dans une situation d'infériorité. Il faut le rendre pour se débarrasser du pouvoir magique établi, ou tout au moins le contrebalancer par un autre don qui établira un pouvoir inverse.

Les objets échangés ont donc dès l'origine un caractère fétichiste. Le pouvoir de l'arme, de l'outil, de l'aliment est lié au pouvoir du donateur. Dans certaines de ces sociétés les objets augmentent de valeur avec le nombre des échanges. Ils cumulent ainsi les pouvoirs magiques. Mauss les appelle la "monnaie de renommée".

Pour que la monnaie véritable puisse apparaître, il faut d'abord une rupture de ce lien entre la chose donnée et le donateur. Il faut que la monnaie garde sa valeur quels que soient les échangeurs. C'est seulement à ce stade que le bétail, les couvertures, les grains, les cuivres blasonnés portant le totem du donateur prennent une valeur générale.

La pièce de monnaie garde encore longtemps gravés, sinon le totem, du moins le nom et la figure de celui qui la frappe. Et si, sur nos billets, le gouvernement imprime l'image d'hommes célèbres, c'est qu'il espère sans doute y incorporer un peu du "mana" de ces grands esprits à défaut de garantie plus sûre.

Nous avons maintenant des renseignements précis sur les aspects les plus importants d'une évolution qui aboutit à la division du travail, à la multiplication des échanges et à la naissance de la civilisation urbaine.

C'est dans un quadrilatère de 3.000 km de côté, s'étendant de l'Egypte à l'Asie Centrale, qu'est née l'agriculture. Dans cette zone se trouvaient à l'état sauvage : "le blé, l'orge, le seigle, la vigne, l'olivier, le boeuf, le mouton, la chèvre, l'âne et le cochon sauvage" écrit M. Leroi-Gourhan dans l'Histoire Universelle de l'Encyclopédie de la Pléiade. Et il ajoute :

"A partir de la proto-agriculture, les caractères du peuplement humain se trouvent profondément modifiés par le fait qu'il devient possible à une collectivité plus nombreuse de s'assurer un habitat relativement

7.

permanent. La structure sociale se trouve évoluer en conséquence : l'abondance des ressources alimentaires assure la subsistance d'individus qui, au moins temporairement, développent leur activité dans des techniques non immédiatement nutritives, mais dont la spécialisation assure rapidement au groupe une efficacité collective considérablement accrue. C'est cette disposition socio-économique qui explique pourquoi, après l'apparition de l'agriculture, on voit littéralement exploser des techniques totalement neuves comme la céramique, le tissage, puis très rapidement après la métallurgie. Les premières sociétés à greniers ont été aussi les premières à posséder des fortifications, et le sort du premier et du plus important des spécialistes purs, le métallurgiste, se trouvera lié, dès l'origine, aux préoccupations offensives et défensives, de même qu'un peu plus tard, la thésaurisation alimentaire apparaîtra comme une des causes de l'apparition de l'écriture."

Nous voyons naître ainsi la division du travail qui aboutira à la création des cités. C'est la civilisation urbaine qui, nécessitant une multiplication des échanges, établit une liaison entre la valeur et le temps de travail. Le citadin ne produit rien qui lui serve directement à vivre, son entretien nécessite l'échange total de son travail. S'il est potier, c'est le temps nécessaire à faire ses terres cuites qu'il offre. Il demande en échange le temps mis par les paysans à produire du blé, du lait, etc...

Chaque échange reste toujours un échange de valeurs mais simultanément il se produit un échange de temps de travail. Par exemple l'attitude de non-hostilité d'un puissant voisin sera obtenue par une livraison périodique de blé ou d'animaux d'élevage. Ici un seul des partenaires offre un temps de travail.

Il suffit, pour l'instant, de comprendre que ces échanges entre producteurs spécialisés ne peuvent se développer que lorsque certaines limites sont respectées dans les proportions des temps de travail échangés, sinon le système ne peut continuer à fonctionner.

A chaque époque correspond un niveau de productivité. Les cités ont pris naissance dans les plaines des grands fleuves où la productivité alimentaire a été suffisante pour libérer un excédent, une fois l'autoconsommation paysanne satisfaite. Nous pouvons supposer par exemple que le paysan travaillant 12 heures par jour en moyenne dans l'année, 10 heures suffiraient pour son propre entretien. Mais ces mêmes 10 heures de travail agricole représentaient aussi le minimum nécessaire pour créer les aliments, les textiles, etc..., dont le potier avait besoin pour vivre.

Dans l'hypothèse d'un schéma d'échange extrêmement simple potier-paysans, les limitations imposées par le temps sont donc les suivantes :

Le potier ne peut obtenir des paysans moins de dix heures de travail agricole sinon il est menacé de famine. La première limite est donc l'échange de 12 heures de travail artisanal contre 10 heures de travail agricole. Mais dans l'autre sens il n'existe théoriquement pas de limite. Le potier peut échanger 1 heure de son travail contre 10 heures de travail

8.

agricole fourni par 5 paysans. Il suffirait pour cela que la valeur des pots soit définie à un niveau assez élevé. Travaillant 12 heures par jour, il échangerait alors 12 heures contre 120 heures de travail agricole et vivrait dans l'abondance.

C'est ici qu'interviennent d'autres limitations d'origine sociale. Si le village se compose d'une centaine de paysans, l'excédent de travail agricole disponible est de 200 heures, soit l'entretien de 20 personnes. La structure de la société est telle que l'excédent n'est pas absorbé par un seul potier. De nombreuses fonctions sociales, chefs politiques ou religieux, soldats et domestiques, artisans des diverses corporations, etc..., créent des valeurs qui sont imposées ou acceptées dans les échanges et modifient le circuit des temps de travail.

Sans qu'il soit nécessaire d'entrer dès à présent dans les détails, il apparaît que toute valeur qui intervient dans ce circuit doit être fixée de telle manière qu'elle n'entraîne pas une perturbation impossible à surmonter. C'est l'obligation de respecter certaines limites qui crée un lien entre la valeur et le temps de travail, un changement de l'une entraînant une modification des échanges de l'autre.

On voit ici s'articuler un élément d'une superstructure idéologique, la valeur, avec un élément de l'activité économique naissante, le temps de travail.

Le premier effet de cette articulation sera de mettre en relief l'aspect quantitatif de certaines valeurs. Ce sont celles dont la qualité facilement appréciable est à peu près constante et dont la production en vue de l'échange est réalisée dans un temps relativement fixe. Pour toutes ces valeurs la liaison avec le temps se manifeste sous la forme de la quantité, une quantité double a une valeur double. Le jugement de valeur va pouvoir ainsi s'appuyer sur une détermination quantitative et donner naissance à des symboles abstraits simples, aux premières mesures de la valeur.

Il est remarquable que ces mesures se rencontrent dès l'origine de l'écriture. Les textes les plus abondants que nous retrouvons des antiques civilisations du Proche Orient sont des comptabilités : nombre de silos, de jarres d'huile, de têtes de bétail, etc...

C'est ici que commence l'illusion économiste. La manipulation de ces valeurs devient si coutumière, leur appréciation quantitative si simple, leur rôle dans la vie sociale si important, qu'une opposition grandissante va les distinguer de toutes celles qui gardent leur aspect psychologique insaisissable.

Pour les premières, des mesures objectives vont pouvoir exister : nombre, longueur, surface, volume, poids, durée. Pour les autres, la mesure restera une appréciation purement subjective.

Mais cette séparation ne va pas jusqu'à provoquer un changement de nature. Quelle différence entre la mesure d'un champ et celle d'un danger !

9.

Pourtant le danger et le champ sont des valeurs. Elles peuvent donner lieu à des échanges lorsque, par exemple, un seigneur menace un paysan à l'occasion d'un droit de propriété contesté.

L'apparition des valeurs économiques ne résulte pas d'un passage du niveau idéologique au niveau économique mais d'une articulation entre les deux. Il ne suffit pas de dire que 10 heures de travail d'un ajusteur valent 10 fois plus qu'une heure pour croire à une identité entre la valeur et le temps. Le patron estimera cette heure à 350 francs, l'ouvrier à 390. Dans une autre entreprise, elle sera fixée à 340.

L'illusion économiste deviendra irrésistible quand la monnaie fera, d'une des mesures d'une valeur, la "mesure" de la valeur en général. Le développement des échanges nécessitera qu'une valeur particulièrement maniable joue un rôle de référence. Car les mesures objectives ne peuvent constituer qu'une dimension de la valeur. Le volume n'indique pas le poids. Sa connaissance autorise seulement à dire que pour une même substance le poids de 6 m³ est double de celui de 3 m³. Pour connaître l'attraction de la pesanteur, il faut comparer deux attractions et, par commodité, on admet que celle exercée sur un volume d'eau sert de référence.

On parlera cependant d'étalon-or comme l'on parle de mètre-étalon et Marx fera de la durée du travail la mesure de la valeur. L'illusion atteint ici son sommet. Si la comparaison des poids peut être objective, ce n'est pas de la même manière qu'une comparaison des valeurs. Seule la répétition des échanges donne un caractère objectif à la valeur. On ne peut dire : "l'idée que le soleil tourne autour de la terre était un fait objectif parce que tout le monde y croyait"; seule est objective ici la croyance et non le fait.

La valeur n'a de réalité objective que dans la mesure où elle est définie comme une idée, comme un comportement social.

Les théories de l'économie classique perdront leurs partisans avec l'emploi massif de papier-monnaie. Au lieu de fabriquer une monnaie où le poids d'or est de plus en plus faible, on imprimera des billets. On créera ainsi une monnaie dont la référence avec une mesure physique, avec un poids d'or, deviendra de plus en plus lâche pour arriver au cours forcé, à l'abandon d'une référence quelconque.

Le marginalisme n'a qu'un seul mérite, celui d'avoir reconnu cette évolution et d'avoir brisé l'illusion économiste en recherchant l'objectivité de la valeur dans une psychologie sociale, dans un équilibre des offres et des demandes marginales. Les valeurs économiques ont ainsi réintégré leur place au côté des valeurs morales, politiques, artistiques, etc..., avec lesquelles elles n'ont jamais cessé de s'échanger.

Même dans notre société où la spécialisation et la multiplication des échanges ont tissé des liens de plus en plus étroits entre le temps de travail et la valeur, cette dernière reste un fait psychologique et social, une idée.

10.

La valeur est une appréciation dont il est banal de souligner la mobilité, les fluctuations, à travers les individus, les époques, les sociétés, même si cette appréciation s'appuie sur des mesures objectives. C'est la Bourse des valeurs qui traduit le mieux ce caractère. Alors que tout ce qui est économique est stable, mesurable en poids, en heures ou en volumes, d'une manière précise et invariable, une simple fausse nouvelle peut déclencher en Bourse une panique et un effondrement des cours.

Nous pouvons savoir avec exactitude le poids du coton stocké dans un entrepôt, mais personne ne peut prédire sa valeur dans 6 mois.

Il faut aller jusqu'au mécanisme psychologique de l'évaluation pour bien en comprendre la nature. C'est la répétition de l'échange qui donne un aspect objectif à la valeur, c'est le fait qu'à un moment donné et dans une société déterminée, un service ou une marchandise sont, dans des échanges multiples, évalués à des prix à peu près identiques. L'appréciation subjective de l'acheteur ou du vendeur se transforme à travers cette multiplicité des échanges en une valeur sociale. C'est la répétition des échanges réalisés ou observés, qui permet de se former une idée de la valeur.

Si l'appréciation n'aboutit pas à un échange, elle reste purement subjective, individuelle. Nous pouvons ainsi donner une valeur à des choses qui pour d'autres personnes n'en ont aucune. Le refus de l'échange traduit cette différence d'appréciation et, malgré la généralisation de l'échange, nous conservons toujours une appréciation personnelle.

Si l'échange reste limité à deux personnes et si ces deux personnes n'occupent pas sur le marché une position symbolique, les quantités échangées servent moins facilement de référence pour fixer une valeur. Il faut la multiplicité des rapports pour que se dégage une notion unique ayant un caractère social.

— LA VALEUR, EXPRESSION D'UN RAPPORT DE FORCES SOCIALES —

Si, avant une étude logique, nous voulons continuer à donner un aperçu du problème par des images approximatives mais concrètes, nous devons nous intéresser aux rapports entre la valeur et les forces qui agissent au sein de la société. Entre l'infrastructure économique et la superstructure idéologique se trouve un niveau intermédiaire, celui de la structure sociale. Plus exactement, la manière dont l'infrastructure s'articule avec la superstructure est le résultat du jeu des forces qui animent la vie sociale, c'est un fait social.

Les marxistes ont employé une terminologie qui définit 3 niveaux : un inférieur, un intermédiaire et un supérieur. L'interprétation la plus valable de ce schéma est que chaque niveau constitue le milieu où se

11.

développe le niveau supérieur. Il lui fournit son cadre, ses limites, et y déclenche les variations fondamentales.

C'est l'amélioration de la productivité agricole qui donne naissance au travail du potier. Mais la valeur des pots ne peut se déduire d'une relation simple entre les valeurs agricoles et artisanales. L'échange se produit dans un milieu social donné et c'est ce milieu qui va définir l'échelle des valeurs. Si les paysans sont serfs d'un seigneur féodal par exemple, c'est le seigneur qui recueille la majeure partie des excédents agricoles. Les 100 paysans du village ne pourront plus offrir 200 heures à l'artisan mais seulement le minimum, c'est-à-dire 10. Le rapport entre le temps de travail nécessaire à produire les terres cuites et leur valeur sera du même ordre que le rapport entre le temps nécessaire à produire du blé et sa valeur. L'échange se fera à 10 contre 10. Par contre, le seigneur pourra disposer de 190 heures et l'échange des valeurs politiques pourra se faire à 0 contre 190.

Pour que la description soit complète, il faudrait évidemment faire intervenir toutes les fonctions figurant dans la société de l'époque, fonctions productrices de valeurs comme les valeurs militaires, religieuses, etc... Mais cette illustration, si sommaire soit-elle, montre au-dessus des déterminismes économiques l'importance des facteurs sociaux. Les effets de la structure sociale sont même les plus apparents et chacun peut les découvrir.

Dans ses "Voyages autour du Monde", le Capitaine Cook raconte un contact avec les Néo-Zélandais :

"Plusieurs naturels vinrent nous voir et apportèrent un peu de poisson malodorant, que je donnai quand même l'ordre d'acheter, afin d'encourager cette sorte de trafic. Mais, présentement, leur but ne paraît pas être commercial, et ils sont plutôt disposés à nous chercher querelle. Le navire étant sur la carène, je craignais qu'ils ne nous causent des difficultés, et je fis tirer un peu de menu plomb sur un des premiers agresseurs."

Ces quelques phrases réunissent différentes manifestations de la valeur. Les "Naturels" offrent un don pour symboliser une attitude de non-hostilité, mais ils se méfient de ces étrangers et préféreraient les voir ailleurs. Cook, dont la mission est de préparer une colonisation, comprend le symbole et il accepte l'échange de dons, bien qu'au point de vue commercial la marchandise soit malodorante. Cependant, l'échange des symboles ne suffit pas à maintenir la non-hostilité. "Un peu de menu plomb" expédié sur les "agresseurs" est chargé d'exprimer plus clairement le rapport des forces et de faire connaître la nouvelle échelle des valeurs, base d'une bonne colonisation.

C'est une expérience banale, à la fois populaire et scientifique, que les rapports de force font varier le prix des marchandises. C'est l'opinion de la ménagère et celle du marchand de tapis. Ce que les économistes essayent d'analyser sous les termes de rareté, d'offre et de demande, n'est autre chose qu'un rapport de forces.

12.

Le possesseur d'une marchandise rare est toujours dans une position plus forte vis-à-vis de l'acheteur que le possesseur d'une marchandise abondante. Une marchandise volée vaut moins cher que les autres car son vendeur est vulnérable. Un spécialiste fait payer cher son travail car il est difficilement remplaçable.

Un groupe de capitalistes, grâce à un lobby parlementaire et ministériel bien entretenu, peut faire monter les prix par une intervention politique. Grâce aux syndicats, la classe ouvrière peut défendre ses salaires; par ses partis elle peut contrebalancer l'influence politique des industriels. Les trusts n'ont d'autre raison d'exister que de créer des rapports de forces qui permettent de réaliser des prix de monopole. Dans un livre récent, Jean Maynaud a décrit d'une façon extrêmement claire tous les aspects des groupes de pression. Ces groupes constituent un moyen parmi d'autres de modifier l'échelle des valeurs.

L'expérience quotidienne montre que la valeur n'est pas directement proportionnelle au temps de travail. Cependant les économistes du XIX^{ème} siècle, dont Marx, ont eu conscience que ce temps en était le facteur essentiel. Pour expliquer le décalage, c'est-à-dire le mécanisme de la formation des prix, en partant des temps de travail, ils ont eu recours à différents procédés de raisonnement qui peuvent se ramener à deux schémas simples.

Le premier, celui de l'économie classique, consiste à admettre des valeurs différentes selon les qualités du travail. L'heure de travail du manoeuvre vaut moins cher que celle du spécialiste. Le temps n'est plus le seul facteur, la qualité en est un autre. Le prix est alors défini par le prix de revient. Cette méthode conduit à penser que le "temps de travail" des capitalistes vaut extrêmement cher, ce que Marx ne pouvait accepter. Il voyait trop que leurs revenus ne proviennent pas d'un travail, mais d'une situation juridique. Le profit capitaliste est lié au droit de propriété privée des moyens de production et n'a pas de rapport avec le temps de travail effectif que nécessite la direction d'une entreprise. Si le salaire du directeur correspond à un travail réel, ce n'est pas le cas des dividendes des actionnaires.

Marx est parti d'une position inverse. Tous les temps ont la même valeur. Il est alors obligé de séparer la valeur du prix et de faire de la valeur une abstraction. Le prix devient la manifestation visible d'une substance insaisissable à l'expérience, la valeur. C'est la quantité de cette substance qui est directement proportionnelle au temps de travail.

La valeur est pour Marx un concept théorique et le problème sera pour lui de passer de ce concept à la réalité, c'est-à-dire aux prix et aux salaires. C'est dans ce passage qu'il fait intervenir le jeu des forces sociales.

Le temps chez Marx n'est pas le temps réel, c'est une notion abstraite. Il n'a pas admis que c'est le temps de travail effectif qui mesure la valeur. Ce point de vue a une conséquence extrêmement gênante : plus une production est réalisée lentement et plus les produits ont de

13.

valeur. Marx a donc imaginé une notion assez vague qui est le temps nécessaire, en moyenne, dans une société donnée, pour accomplir un travail moyen. C'est ce temps qui mesurerait la valeur et non le temps réel.

Si l'on analyse cette notion de temps social, il apparaît qu'elle traduit inconsciemment un rapport de forces. C'est un rapport de forces entre ouvriers.

Marx utilise la notion de valeur de la force de travail qu'il oppose à la valeur créée pendant la durée du travail et proportionnelle à cette durée. Mais cette opposition est fictive, la valeur de la force de travail, c'est-à-dire le salaire, dépend de la rapidité d'exécution de l'ouvrier.

La force de travail est, comme une marchandise, soumise sur le marché à la pression de la concurrence des autres travailleurs.

Si l'ouvrier travaille lentement mais s'il est un des rares hommes de la région sachant exécuter ce travail, ou si les ouvriers de cette région, soit par tradition, soit pour des raisons de lutte de classes, travaillent aussi lentement que lui, il pourra toujours exiger un salaire convenable. Par contre, s'il existe sur le marché du travail un grand nombre de personnes plus rapides que lui, cet ouvrier sera mis dans une situation difficile et le prix de sa force de travail baissera.

Le salaire tend ainsi vers une moyenne qui permet à Marx de parler de temps moyen, mais cette moyenne est le résultat d'un rapport de forces sur le marché du travail. Les employeurs ne l'ignorent pas et c'est pourquoi ils ont souvent recours au salaire aux pièces ou à la tâche, qui met directement les ouvriers en concurrence.

Marx introduit une deuxième fois un rapport de forces sociales à propos de la formation du taux moyen de profit. La théorie de la plus-value aboutit en effet à cette conséquence assez extraordinaire que les entreprises les plus mécanisées sont celles qui produisent le moins de plus-value, ce qui devrait entraîner un profit moindre. Marx se sort de cette situation difficile en faisant intervenir un rapport de forces. Il explique que si un type de production était capable de fournir un profit supérieur, d'autres capitalistes s'introduiraient dans ce secteur, la production augmenterait et l'abondance des marchandises ferait baisser les prix, donc les profits, jusqu'à un point d'équilibre qui est le profit moyen.

Lénine à son tour, étudiant la société de son temps, a constaté qu'il fallait tenir compte de nouveaux rapports de forces créés par l'impérialisme. Il en a introduit deux principaux.

Le premier est le prix de monopole. Les trusts, les cartels, cherchent à contrôler tout un marché pour y imposer leurs prix. Le prix de monopole est obtenu à partir d'une position de forces.

Le deuxième est l'explication de l'attitude politique d'une certaine couche supérieure du prolétariat des pays impérialistes. Lénine a observé

14.

que ces ouvriers recevaient des salaires élevés par la distribution de quelques miettes des profits coloniaux. En échange, ils adoptent une position conciliante vis-à-vis de leur bourgeoisie. Cette explication signifie en clair que des forces politiques et syndicales sont capables de modifier d'une manière permanente le rapport entre la durée du travail et la valeur, ici le salaire.

Enfin Staline a été encore beaucoup plus loin. En affirmant qu'aujourd'hui le capitalisme recherche le profit maximum, il a donné le maximum d'élasticité à la théorie marxiste de la valeur au point qu'il est difficile de savoir ce qu'il en reste. Marx passait de l'essence au phénomène, de la valeur au prix, par une série d'échafaudages logiques. Avec le profit maximum, il ne reste rien de ces constructions abstraites. C'est un retour à la réalité, à l'évidence des facteurs sociaux dans la formation des prix. Mais ce retour ne s'est pas accompagné chez Staline de la conscience des bouleversements théoriques qu'il impliquait. En particulier, il ne semble pas qu'il ait aperçu à quel point la valeur était soumise dans les pays socialistes aux variations des rapports de forces sociales.

La valeur en URSS n'est pas identifiée à un temps de travail. Lénine s'est moqué de ceux qui, prenant Marx au pied de la lettre, proposaient au lendemain de la Révolution de remplacer le rouble par l'heure de travail.

Dans la société soviétique les prix et les salaires, c'est-à-dire les valeurs, sont fixés en principe, en fonction des nécessités des plans quinquennaux. Les mineurs, par exemple, ont un salaire dix fois plus élevé que celui des autres professions. Les techniciens sont en général bien rétribués. Si le souscripteur d'un emprunt de l'Etat soviétique perçoit un intérêt sur son capital, c'est sans doute que la valeur sociale de son aide financière est reconnue.

Toutes les dispositions qui sont prises en ce sens sont destinées à favoriser l'expansion de la production et elles sont basées sur une évaluation plus ou moins exacte des rapports de forces entre les différents secteurs. Si, après la mort de Staline, les prix agricoles ont été relevés, c'est que jusque-là le rapport avait été défavorable aux paysans au point d'entraver le développement de l'agriculture.

Nous avons maintenant un aperçu du déterminisme de la valeur. Nous comprenons qu'il doit exister des limitations créées par les rapports avec l'infrastructure, c'est-à-dire le temps de travail, nous voyons que ce sont les forces sociales qui, à l'intérieur de ces limites, donnent forme à ces rapports. Il est devenu possible d'aller plus loin et d'aborder le domaine des démonstrations logiques.

ORIENTATION GENERALE

Le problème est de décrire le mouvement des valeurs en observant ses liaisons avec les niveaux social et économique.

Il n'existe que deux sortes de valeurs : la valeur subjective qui reste une appréciation personnelle et dont l'étude appartient au domaine de la psychologie et la valeur objective telle qu'elle est définie au cours de l'échange par le comportement des échangeurs.

De la première nous parlerons peu. Différents ouvrages abordent aujourd'hui son étude. Le plus intéressant est peut-être celui de Vance Packard, "La persuasion clandestine". Les techniques de publicité, du crédit, la psychologie de l'acheteur ou du salarié sont aujourd'hui bien analysées et avec une efficacité réelle. Mais, pour l'objet de nos recherches, il importe peu de savoir que les hommes attribuent aux voitures longues une valeur supérieure aux courtes, que les ménagères préfèrent les paquets bleus à points jaunes ou que les ouvriers acceptent de bas salaires lorsque les relations de personnes à l'intérieur de l'usine sont bonnes.

La réflexologie nous apporte cependant un élément intéressant car elle nous permet de comprendre que l'existence d'une monnaie qui n'est en fait qu'une note d'évaluation n'est possible qu'à une époque historique relativement tardive, au moment où la multitude des échanges donne au mécanisme de l'évaluation la stabilité relative d'un réflexe conditionné. On peut dire que la fragilité de la monnaie de papier tient à la fragilité de ces réflexes. Toute cause de leur trouble, par exemple une panique sociale, peut empêcher la monnaie de jouer son rôle. Voir l'exemple de Law.

Nous n'irons pas plus loin dans le domaine psychologique et ce sont les succès mêmes de la science du comportement qui nous invitent à nous limiter tout d'abord aux faits objectifs, à l'analyse du comportement social.

Le fait objectif est l'échange des valeurs. Nous faisons disparaître les distinctions artificielles entre valeur et valeur d'échange, valeur d'usage, prix, salaire.

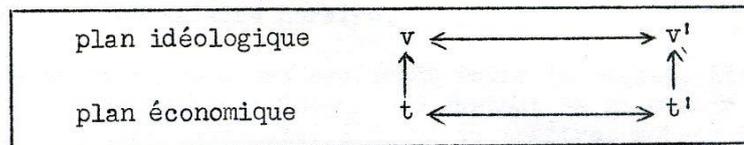
Dans les pages qui vont suivre et sauf précision supplémentaire, le mot valeur signifie valeur objective dont le prix n'est qu'une expression précise. Un maître peut noter un devoir par l'expression bon, passable, médiocre, mais il peut aussi chiffrer sa valeur par 8, 5 ou 3/10.

La division toujours plus poussée du travail et la multiplication des échanges ont généralisé l'emploi de la notation chiffrée. Nous avons vu que cet usage avait commencé par référence à une mesure physique d'une valeur servant de repère, par exemple le poids d'or. Cette note a pris ensuite un caractère symbolique et s'est détachée de la référence. La valeur est maintenant une note d'évaluation définie au cours de l'échange.

16.

La généralité de son emploi va nous permettre de créer un matériel mathématique d'observation extrêmement simple qui associe à toute valeur désignée par la lettre v le temps de travail t nécessaire à la produire, ce temps pouvant être quelconque et même nul.

Le fait observé est constitué par deux échanges simultanés : un échange de valeurs : v contre v' et un échange de temps : t contre t' . Le schéma est le suivant :



Ce schéma va nous permettre d'étudier d'une part le parasitisme social par l'observation du rapport entre les temps échangés t et t' et d'autre part le déterminisme de la valeur par l'observation des variations du rapport entre v et t , entre la valeur et le temps nécessaire à la produire.

Nous pouvons ainsi partir de zéro, sans idée préconçue, sans volonté d'approuver ou de désapprouver quoi que ce soit, en cherchant d'abord à observer pour ne juger qu'ensuite.

Avant de commencer il ne faut pas cacher que l'étude mathématique soulève quelques difficultés d'application. La plupart sont faciles à surmonter.

Certaines valeurs, religieuses, militaires, politiques, celles que l'on appelle non-économiques, ne reçoivent pas sur le plan subjectif d'expression monétaire. Elles échappent sur ce plan à toute précision. Nous devons cependant admettre le principe que l'acceptation de l'échange implique l'égalité des valeurs échangées. L'Eglise offre à ses fidèles des valeurs religieuses et, en échange, ceux-ci lui fournissent les moyens de son entretien, moyens qui ont une expression monétaire.

L'égalité des valeurs échangées permet de toujours retrouver sur le plan objectif une expression chiffrée de la valeur. Quelle que soit la valeur d'une armée sur le champ de bataille, son prix est le total des sommes qu'elle a coûté. On peut estimer que l'appareil administratif d'un parti est constitué par des incapables, objectivement s'il continue à fonctionner c'est qu'il réussit à maintenir un circuit d'échange. Ses adeptes acceptent l'échange des valeurs politiques qu'il crée contre les frais de son entretien.

Le cas du troc n'est pas non plus difficile à résoudre. Son emploi est d'abord très limité et il est possible de lui donner une traduction monétaire. Une seule restriction, celle des sociétés primitives où cette traduction est impossible. Il faut alors se limiter aux calculs des échanges de temps et admettre, sans précision, l'égalité des valeurs échangées. L'observation reste, même dans ce cas particulier, extrêmement intéressante.

17.

Plus gênantes sont les difficultés causées par la mesure du temps. (Il s'agit bien entendu du temps réel, mesuré avec une pendule et non du temps social moyen de Marx.) S'il est simple d'installer une horloge à l'entrée de l'usine et d'y faire pointer les ouvriers, la mesure n'est pas toujours aussi commode.

Dans le Bâtiment la mesure des temps est établie par des accords figurant sur les contrats collectifs. Le transport sur un chantier peut être soit à la charge du patron soit à celle de l'ouvrier. Le système des primes, l'emploi fréquent de salaire au rendement, rendent souvent complexe le calcul d'un salaire horaire.

L'enseignant ne doit pas seulement faire la classe, il doit corriger des copies, préparer des leçons, et surtout se maintenir à un certain niveau de culture générale. S'il va au théâtre, est-ce de l'étude ou de la distraction ?

Dans beaucoup de professions, avocat, médecin, artiste, le temps de travail est extrêmement variable.

Tous les services qui font usage de statistiques relatives à la durée de l'emploi connaissent ces difficultés. Elles sont résolues, soit par des enquêtes minutieuses, soit en admettant des moyennes. Le ministère du Travail publie ainsi des statistiques relatives à la durée hebdomadaire de l'emploi. Dans les cas litigieux, on acceptera cette durée hebdomadaire comme base de calcul.

Pour l'étude de cas individuels ou d'un groupe particulier de personnes, l'erreur pourrait être grande, mais, lorsque ces situations se produisent, on possède en général des éléments précis d'information.

Dès que l'on traite un phénomène global comme l'ensemble des échanges à l'intérieur d'une société, l'erreur devient très faible parce qu'il s'agit d'une petite fraction de la population et que les chiffres adoptés se retrouvent des deux côtés des égalités dans la somme des temps offerts et dans la somme des temps reçus.

LA MARXITE DE LA VALEUR

Ces remarques préliminaires faites, nous pouvons préciser les définitions.

La valeur désignée par la lettre v est exprimée en milliers de francs,
 1.000 francs actuels = 1 ou
 10 francs lourds = 1,
 cette valeur est une valeur observée. Elle est définie par l'échange et, en général, la même marchandise, le même service, le même titre juridique ont des valeurs différentes au cours d'échanges successifs.

18.

Pour chacun de ces échanges nous avons

$$v = v'$$

Les deux valeurs échangées sont égales.

La durée du travail symbolisée par la lettre t est mesurée en heures. Il s'agit du temps réel nécessaire pour une production précise ou un service déterminé.

Le travail définit la fonction sociale. Sont des travaux toutes les activités qui, dans la société donnée, sont nécessaires pour produire une des valeurs échangées et dont la durée est mesurable.

Le rapport entre le temps de travail et la valeur est défini par l'équation :

$$t = m v$$

m est un coefficient variable à chaque échange et défini au cours de cet échange. L'importance de ce coefficient, son emploi fréquent, nécessitent de lui donner un nom. Par analogie avec un phénomène physique m aurait pu être appelé la densité de la valeur. Il est préférable d'adopter un autre terme pour éviter des interprétations erronées. Pour rendre hommage au grand Karl Marx et pour rappeler l'orientation de ses recherches, m est appelé la marxité de la valeur. (En 1966 FdL appelle marxité : l'ouvraison)

L'introduction de la notion de marxité représente un pas décisif. Une autre équation aurait pu être proposée telle que

$$v = s t$$

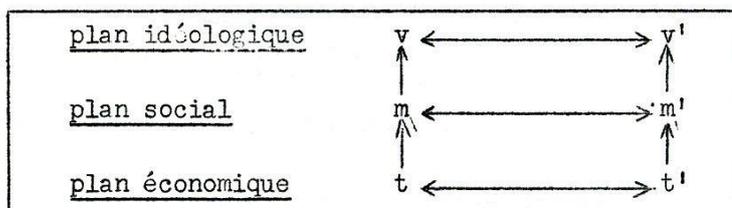
où s est un salaire horaire. Mais le salaire horaire est un coefficient correspondant à un emploi extrêmement précis et limité. On peut le généraliser en parlant de revenu horaire. Cependant il s'agit de saisir un phénomène encore plus général. La marxité est le temps nécessaire pour produire une unité de valeur quelle que soit la nature de cette valeur. Ce temps peut être nul, cas de toutes les valeurs créées par l'utilisation d'un droit : droit de propriété, droit d'émission de billets de banque, etc... Ils est alors impossible de parler de revenu horaire puisque ce revenu ne correspond à aucun travail.

Enfin il est surtout important d'avoir un terme nouveau pour décrire un fait jusqu'ici non étudié qui est la manière dont un élément d'une superstructure idéologique, la valeur, s'articule avec un élément d'une infrastructure économique, le temps de travail. Les variations de la marxité vont refléter l'influence de la structure sociale, c'est-à-dire celle des rapports de forces, sur cette articulation.

19.

La notion de marxité va donc s'enrichir au fur et à mesure des observations qui seront faites par la suite. Nous ferons cependant appel au terme de revenu horaire lorsqu'il sera nécessaire d'utiliser des statistiques sur le revenu national pour calculer des marxités moyennes.

Le premier schéma d'un échange peut maintenant se compléter ainsi :



La marxité peut varier de zéro à l'infini. La marxité est nulle quand la valeur échangée n'est pas le résultat d'un travail.

La marxité devient infinie quand le produit d'un travail est refusé dans les échanges et déclaré de valeur nulle.

LES EQUATIONS D'ECHANGE

Si m et $m' \neq 0$ les valeurs échangées v et v' peuvent s'écrire

$$v = \frac{t}{m} \quad \text{et} \quad v' = \frac{t'}{m'}$$

L'égalité $v = v'$ devient $\frac{t}{m} = \frac{t'}{m'}$. Nous obtenons l'équation d'échange

$$m' t = m t'$$

m étant la marxité de la valeur v , m' est sa marxité d'échange, et réciproquement pour v' . Lorsque le terme de revenu horaire s pourra être utilisé, ce qui est le cas lorsque m et $m' \neq 0$, nous aurons

$$s = \frac{1}{m} \quad \text{et} \quad v = st.$$

L'équation d'échange devient :

$$st = s't'$$

Un autre aspect intéressant de l'échange est représenté par la formule :

$$\frac{t}{t'} = \frac{m}{m'}$$

20.

Le rapport des temps de travail échangés est égal au rapport des marxités.

Enfin la différence $t-t'$ des temps de travail échangés s'apparente à la notion marxiste de plus-value. Cependant le terme de plus-value est impropre puisque les valeurs échangées sont égales.

$$t - t' = v (m - m')$$

Le gain ou la perte de temps sont proportionnels à la différence des marxités.

Ces deux dernières équations traduisent les faits de parasitisme social.

Si $m = 0$ et $m' \neq 0$ l'équation d'échange devient :

$$v = \frac{t'}{m'}$$

$$m'v = t'$$

Une valeur de marxité nulle peut cependant avoir une marxité d'échange. C'est le cas du billet de banque ou de la monnaie de crédit dont la marxité est nulle ou pratiquement nulle bien qu'ils aient une marxité d'échange.

Si $m = 0$ et $m' = 0$ l'équation d'échange se réduit à $v = v'$. En général chacune de ces valeurs peut prendre dans d'autres échanges une marxité d'échange. Il est alors possible de comparer les marxités d'échange de deux valeurs de marxités nulles.

LES ECHANGES PAR L'INTERMEDIAIRE DE LA MONNAIE

Il s'agit de l'étude de deux échanges successifs. Dans le premier, une valeur v_1 est échangée contre une monnaie de valeur v . Puis cette monnaie est échangée contre une valeur v_2 .

Nous avons : $v_1 = v = v_2$

$$m_1 v_1 = t_1 \quad \text{avec} \quad m_1 \neq 0$$

$$m_2 v_2 = t_2 \quad \text{avec} \quad m_2 \neq 0$$

L'égalité devient :

$$\frac{t_1}{m_1} = v = \frac{t_2}{m_2}$$

$$m_2 t_1 = m_1 t_2$$

La monnaie sert à établir entre deux valeurs un échange comme s'il avait lieu directement entre elles. Ceci est vrai, que la monnaie soit métallique ou qu'elle soit en billets de banque au cours forcé et de marxité nulle.

21.

Dans cet échange la marxité de la valeur v_1 devient la marxité d'échange de la valeur v_2 sans tenir compte de l'intermédiaire de la monnaie.

LA MARXITE MOYENNE

Si un travailleur gagne 200 francs de l'heure, la marxité de son salaire est de

$$\frac{1}{\frac{200}{1.000}} = 5$$

Mais les revenus peuvent provenir de sources différentes et le travail se répartir entre plusieurs activités, il devient alors nécessaire de considérer une période suffisamment longue pour avoir des moyennes valables, en général une année. Les calculs sont alors basés sur la somme des revenus annuels $\sum R$ et sur la somme des travaux effectués pendant la période considérée $\sum t$. La marxité moyenne est :

$$m = \frac{\sum t}{\sum R}$$

Si l'on cherche à faire un bilan précis des rapports entre un individu et la société, il est nécessaire de tenir compte aussi exactement que possible, non seulement du temps de travail dans l'entreprise et du salaire correspondant, mais encore d'éléments accessoires.

Il faut ajouter aux salaires et traitements les cotisations patronales à la sécurité sociale, les avantages en nature (logement, nourriture), s'ils existent, les revenus provenant de capitaux, de droits, etc... Enfin, comme nous le verrons plus loin, il faut ajouter les revenus provenant des augmentations invisibles d'actifs et les revenus non distribués.

Il est exceptionnel qu'une marchandise soit le résultat d'un travail unique. Il est cependant possible de citer la vente des châtaignes dans certaines régions de France. Le ramassage se fait à la main, sans utilisation d'outil quelconque, et les arbres ne sont plus entretenus depuis longtemps. C'est le stade de la cueillette. Dans les Cévennes il est estimé qu'un bon ramasseur récolte 50 kg par journée de dix heures. En novembre 1957 les châtaignes prises sur place valaient 20 francs le kg. La marxité de la valeur de la châtaigne était :

$$m' = \frac{10 \times 1.000}{50 \times 20} \quad m' = 10$$

En novembre 1956, le prix était de 10 francs le kg et par conséquent la marxité de 20. Mais en général le prix de vente d'un produit est une somme de valeurs de marxité variable et l'établissement d'une moyenne est indispensable comme pour les revenus. La marxité d'une marchandise est alors :

$$m' = \frac{\sum t'}{\text{prix}}$$

22.

\bar{t} ' est voisin de ce que les économistes de la productivité appellent le travail intégré, c'est-à-dire la somme de tous les travaux qui ont été nécessaires à la production de la marchandise. La seule différence est la suppression de l'opposition factice entre le travail des entreprises privées et le travail de l'Etat. Dans \bar{t} ' est compris le travail contenu dans les impôts.

Le travail intégré est calculé d'après les éléments constitutifs du prix de revient (Mesure de la Productivité - tome I Concepts OECE Paris) sur la base des comptabilités des entreprises. Il comprend le temps contenu dans les matières premières et dans l'énergie consommée, le temps contenu dans les amortissements, le temps de travail dans l'entreprise de l'ensemble du personnel (travail visible).

Par la perception d'impôts, l'Etat se présente comme un ouvrier, un employé ou plutôt une entreprise agissant au nom de la société. Il exécute un ensemble de services dont la durée est calculable \bar{t} '. Dans \bar{t} ' sont totalisés le travail des fonctionnaires et le travail contenu dans les marchandises ou fournitures consommées par l'administration. Par contre, il faut en exclure le temps de travail contenu dans les investissements et les stocks qui ne correspond pas à une consommation mais à une accumulation de travail destiné à une consommation future.

Les entreprises nationalisées sont exclues, en principe, car elles fonctionnent comme des entreprises capitalistes avec un budget indépendant. Nous verrons plus loin les problèmes liés au financement des entreprises publiques.

La marxité de l'impôt est alors

$$m' = \frac{\bar{t}'}{\text{impôts}}$$

Cette marxité permet de calculer approximativement le temps de travail contenu dans un impôt particulier.

Les marxités moyennes sont donc chaque fois définies comme des rapports entre des sommes de temps et des sommes de valeurs et non comme une moyenne de marxités.

LA CONSERVATION DES TEMPS

Pour l'ensemble de la société la somme des temps produits, c'est-à-dire dépensés au cours de la production de marchandises ou de services, est égale à la somme des temps consommés ou accumulés.

Il ne s'agit pas ici d'un principe ou d'un postulat, mais d'un résultat comptable.

23.

Sur le plan comptable les valeurs ne disparaissent pas, elles sont toujours prises en charge à un titre quelconque. Si à chaque valeur est associé un temps de travail nécessaire à la produire, il en résulte que les temps suivent les valeurs. De même qu'il y a égalité entre la somme des valeurs produites et la somme des valeurs consommées ou accumulées, il y a égalité entre la somme des temps produits et celle des temps consommés ou accumulés. La comptabilité des temps suit la comptabilité des valeurs.

La conservation des temps s'exprime par l'équation :

$$\Sigma t = \Sigma tc + \Sigma ti + \Sigma ts + \Sigma tm$$

Σt = temps de travail produit, Σtc = temps de travail consommé, Σti = temps de travail investi, Σts = temps de travail stocké, Σtm = temps de travail contenu dans la monnaie si celle-ci est métallique. Pour une monnaie de papier tm est considéré comme nul.

Cette équation est relative à une période de temps délimitée, fixée pour commodité à un an. Σti et Σts représentent la variation annuelle des investissements et des stocks. Σtm la variation annuelle de la monnaie en circulation.

La conservation des temps est une nécessité économique, c'est une loi. Elle a pour conséquence fondamentale qu'à l'occasion des échanges des revenus contre les valeurs consommées ou accumulées, la marxité des valeurs échangées est soumise à un déterminisme. La marxité moyenne des revenus est égale à la marxité moyenne des valeurs consommées ou accumulées et la somme algébrique des pertes et des gains de temps au cours de ces échanges est nulle.

Ce sont ces deux résultats que nous allons maintenant traduire sous une forme mathématique.

———— LA MARXITE D'ECHANGE MOYENNE DE LA MONNAIE ————

La loi de conservation des temps n'intervient dans le déterminisme de la valeur qu'à un certain stade des échanges, au moment où les revenus sont échangés contre les biens et services consommés ou accumulés. Dans les autres échanges, le déterminisme est indirect.

Supposons par exemple deux commerçants qui disposent de stocks, l'un de boutons blancs, l'autre de boutons noirs. Le premier peut vendre 10 boutons blancs au second et en fixer la valeur à 10 millions. Ce marché sera possible si le deuxième vend à son tour 10 boutons noirs au premier au même prix de 10 millions. Chaque commerçant signera un chèque postal de 10 millions pour régler la fourniture. Ici la marxité est complètement arbitraire. La détermination de la valeur reste psychologique.

24.

Il n'en est pas de même en cas de vente à un consommateur. L'ouvrier qui gagne 40.000 francs par mois ne peut acheter pour sa veste un bouton au prix de 1 million.

Le déterminisme économique de la valeur ne peut intervenir qu'à un stade particulier des échanges, celui que l'on peut appeler l'échange final et qui met en rapport les revenus avec la consommation ou l'accumulation. C'est uniquement par ses relations avec cet échange final qu'un échange quelconque est déterminé. Le commerçant n'achète pas ses boutons au fabricant à n'importe quelle valeur, parce qu'il doit les vendre à un prix en rapport avec les revenus de ses clients.

C'est le déterminisme de l'échange final qui tisse un réseau de liaisons déterminant de proche en proche l'ensemble des valeurs échangées.

Les recherches peuvent donc se limiter à l'observation de cet échange final.

Cette observation est devenue possible récemment depuis que de nombreux pays utilisent des méthodes d'évaluations statistiques qui constituent le domaine de la comptabilité nationale. C'est en reprenant un certain nombre de concepts servant de base aux descriptions de la comptabilité française qu'une définition de l'échange final peut être donnée. Toutefois l'objectif visé est différent de ceux qui orientent l'établissement des comptes de la Nation. Aussi les concepts doivent être repris dans le cadre de nouveaux principes.

La comptabilité nationale a pour but d'établir des "modèles descriptifs" de "la structure et de l'évolution économique" de la société (Initiation à la Comptabilité Nationale. Institut national de Statistique et des Etudes Economiques. P.U.F. Paris 1957). Cette description est réalisée par une comptabilité des valeurs. Or, le mouvement des valeurs est déterminé non seulement par des facteurs économiques mais également par des facteurs sociaux et psychologiques.

C'est en surmontant de nombreuses difficultés qu'un modèle descriptif basé sur des évaluations monétaires parvient à refléter une activité purement économique. La dévaluation régulière de la monnaie, par exemple, rend l'emploi d'indices indispensable pour comparer la production d'années successives. Il faut alors abandonner la statistique des valeurs réelles et faire une conversion en prix d'une année de référence.

Il a déjà été longuement discuté de la nature idéologique de la valeur, aussi d'autres difficultés sont faciles à comprendre. Dans des statistiques qui doivent refléter l'économie d'une nation, l'on sera tenté, par exemple, d'écarter des calculs un certain groupe de valeurs : les dépenses de l'armée et, d'une manière générale, toute l'activité des fonctionnaires, les services des domestiques ou ceux des assurances. Mais, comme ces valeurs s'échangent avec d'autres dont le caractère économique est indiscutable, la description du circuit complet des échanges oblige à en tenir compte.

25.

La solution adoptée par la comptabilité nationale a été de définir deux grandeurs. Dans l'une, la Production, on néglige la mesure des services dont la nature économique soulève des contestations; dans l'autre, le Produit, la valeur de ces services est totalisée dans l'ensemble des échanges. Ainsi :

$$\text{Produit} = \text{Production} + \text{Services divers}$$

Pour l'objet de nos recherches, c'est évidemment la mesure du Produit que nous devons retenir. Nous n'avons pas de jugement de valeur à apporter sur la nature des échanges. Nous devons nous contenter de les observer et, par conséquent, de les décrire en totalité. Dans le cadre que nous nous sommes fixé ces problèmes de choix n'existent pas. Si un service municipal reconnaît que la situation d'un vieillard nécessite son entrée dans un hospice, en établissant sa prise en charge il crée un droit à l'assistance et par là même une valeur d'origine juridique. Le paiement d'impôts qui servent à financer cette prise en charge représente l'échange des revenus contre cette valeur sociale. C'est donc un élément de ce que nous appelons l'échange final et nous devons en tenir compte.

De même pour le service militaire. En mobilisant les soldats du contingent le gouvernement crée une valeur militaire dont la charge figure au budget. Un désaccord sur la politique extérieure n'empêche pas de constater les faits et de les comptabiliser. Nous devons donc autant que possible chercher à suivre le mouvement réel des échanges tel qu'il ressort des comptabilités publiques et privées.

La valeur du Produit calculée dans les comptes de la Nation ne peut cependant être reprise entièrement pour déterminer l'ampleur de l'échange final. En effet, en voulant décrire toute l'activité productrice du pays, les statisticiens ont jugé nécessaire d'évaluer la production des jardins familiaux et la part de la production agricole qui est consommée par les paysans eux-mêmes. Le calcul de cette autoconsommation nécessite des sondages délicats mais dont l'importance n'est pas négligeable. Cette autoconsommation ne représentant pas un échange réel, elle doit être soustraite de la valeur totale du Produit.

Par contre, il faudrait y ajouter ce que l'on peut appeler le travail familial. Il est très important de suivre les conséquences de l'entrée des femmes dans la production salariée et dans ce but, dans les revenus, doit figurer la valeur ajoutée par les femmes entretenant et élevant une famille. C'est peut-être dans ce domaine que l'on voit le mieux, en ce moment, l'influence du progrès général de la productivité. Dans l'ouvrage cité, l'Initiation à la Comptabilité Nationale, on reconnaît que les travaux faits à l'intérieur du ménage devraient être comptés dans la production comme celle des jardins familiaux. Cependant une interprétation trop économiste de la notion de valeur a rendu ces calculs apparemment insaisissables.

L'évaluation du travail familial pourrait se faire avec les principes suivants. Les frais d'entretien des enfants et de toute personne à charge sont considérés comme une consommation des parents. Les services rendus par la femme : préparation des repas, soins des enfants, ménage,

26.

etc... sont à partager en deux parts égales, l'une autoconsommée par la femme, et l'autre échangée avec son mari contre un revenu : Si la femme travaille 10 heures par jour, elle travaille donc 5 heures pour son propre entretien, autoconsommation, et 5 heures pour celui de son mari, valeur ajoutée. Les dépenses étant en principe partagées par moitié, le mari échange la moitié de ses revenus contre la moitié du temps de travail de sa femme. S'il travaille 8 heures il échange 4 heures contre 5. S'il gagne 200 francs de l'heure, sa femme en gagne 160. Le mari réalise alors un gain de temps dans ses échanges de travail avec sa femme et celle-ci a un revenu horaire inférieur. Dans d'autres pays, U.S.A. par exemple, la femme travaille souvent moins et c'est le contraire qui se produit. Seule une étude par sondage, du genre de celles qui servent à déterminer la part de l'autoconsommation paysanne ou la production des jardins familiaux, pourrait servir de base à une statistique de répartition et d'évaluation du travail familial.

Le Produit peut être calculé en prenant pour cadre les limites des frontières de l'Etat, c'est le Produit intérieur. C'est celui que nous retiendrons. Mais il peut être calculé en totalisant les valeurs ajoutées produites par les personnes de nationalité française même si elles travaillent à l'étranger, c'est le Produit national.

Enfin le Produit intérieur est calculé sans tenir compte des amortissements, c'est le Produit intérieur brut, ou, en les déduisant du total, c'est le Produit intérieur net.

Le compte de ces amortissements soulève des difficultés qui ont obligé les statisticiens à procéder à des estimations différentes de celles des entreprises privées ou publiques.

Lorsqu'une entreprise privée vend une marchandise en pratiquant ce qui est appelé l'autofinancement, le prix de vente est établi en tenant compte non seulement des frais de production, mais encore des capitaux qui sont nécessaires pour augmenter les investissements, les stocks de matière première, la trésorerie. Dans les prix de vente figurent des valeurs qui ont été effectivement consommées dans la production et d'autres qui en réalité seront consommées plus tard. Par exemple, une machine amortie normalement en 5 ans est amortie en une année et ses frais d'achat incorporés directement aux frais de production.

L'autofinancement a pour résultat de diminuer la marxité de la marchandise vendue. Dans le rapport entre le temps de travail et la valeur, seul compte le temps de travail effectivement dépensé. Le temps de travail contenu dans les investissements n'est compté qu'en suivant un programme d'amortissements qui correspond à l'usure de ces investissements.

Selon la manière dont est établie la comptabilité, l'autofinancement peut avoir aussi pour résultat de diminuer en apparence les revenus des propriétaires ou des sociétaires de l'entreprise en rendant invisible l'augmentation de l'actif.

En principe, si des investissements sont financés par les recettes de l'entreprise, le bilan doit faire apparaître cette opération par une

27.

augmentation de l'actif, ce qui permet de dégager au passif les bénéfices et les revenus réels des sociétaires.

Mais la comptabilité ne traduit pas toujours ces mouvements de valeurs. Une machine, dont les frais d'achat sont incorporés directement aux frais d'exploitation sans amortissement, diminue les recettes de l'entreprise sans qu'il apparaisse au bilan une augmentation correspondante de l'actif. Les revenus distribués en sont diminués d'autant.

Plus généralement, une comptabilité suit toujours avec difficulté le mouvement exact des valeurs. Les amortissements sont parfois trop rapides, parfois trop lents, les stocks ont des valeurs fluctuantes. Il faut donc admettre qu'en principe aux revenus R des sociétaires doit être ajouté un revenu A correspondant à une variation visible ou invisible de l'actif. A est > 0 s'il s'agit d'une augmentation et < 0 dans le cas contraire. A est un revenu non distribué ou une perte non encore soldée. Il est alors possible de faire apparaître la variation jusque-là invisible de l'actif par une variation équivalente des investissements I ou des stocks S.

$$A = I + S$$

Une correction de ce genre est apportée lorsqu'une société procède à une réévaluation de l'actif, réévaluation accompagnée d'une augmentation du passif par distribution gratuite de parts du capital, par exemple. La variation invisible devient visible : A se transforme en R.

La constitution d'une provision pour dépréciation de stocks correspond à un redressement comptable de même nature mais de sens inverse puisqu'il s'agit d'une prévision de perte.

Tout ceci est bien connu et s'il a été jugé utile de le rappeler, c'est dans le but de proposer une modification de la présentation du Produit intérieur net.

Le système de comptabilité publique pratiqué en France ignore les amortissements et les évaluations d'actif. La construction d'une route, d'un lycée, d'un hôpital, est considérée comme une dépense analogue à une consommation totale. Lorsque nous payons un impôt, nous payons le travail dépensé effectivement, mais également les réserves de travail qui seront dépensées ultérieurement avec l'usure des investissements et l'emploi des stocks. Il s'agit donc d'un autofinancement avec augmentation invisible d'un actif social. Mais, contrairement aux entreprises privées, les revenus A conservent ici d'une manière définitive un caractère invisible et collectif. Par l'autofinancement l'Etat accroît l'ensemble des revenus annuels ΣR d'un revenu ΣA qui ne sera jamais distribué.

Mais il peut également le diminuer si ΣA est négatif, si au lieu d'augmenter la masse des investissements publics, l'Etat vit sur le passé, sur des amortissements qui, pour être invisibles, n'en correspondent pas moins à une usure réelle des bâtiments, du réseau routier, etc. Quand un gouvernement déclare qu'il va réduire les dépenses de l'Etat, il faut comprendre, en général, qu'il compte vivre sur les investissements de ses prédécesseurs.

28.

Un établissement public, la Banque de France, mérite cependant un examen détaillé.

Dans les comptes publiés régulièrement par la Banque de France on trouve au passif le montant des billets en circulation.

En principe, dans un établissement bancaire, figurent au passif les capitaux avancés par les sociétaires, les dépôts des clients, les dettes et recettes diverses, toutes sommes qui permettent à la banque de financer ses opérations de crédit.

L'invention du papier monnaie a été basée sur l'idée que, les échangeurs ayant besoin de monnaie d'une manière permanente, ils ne peuvent se présenter tous à la banque pour demander le remboursement des billets. La loi a simplement exigé un minimum d'or en stock pour faire face à d'éventuelles demandes de conversion du papier en métal. Dans le cadre de ces dispositions les billets représentent encore une dette vis-à-vis des porteurs de la même manière qu'une chèque.

Mais, depuis le cours forcé des billets, ceux-ci ne représentent plus une dette mais un revenu de l'Etat. La Banque de France ne doit rien aux porteurs quand elle met des billets en circulation. La différence actuelle entre la monnaie de crédit et la monnaie de compte est que la première seule exprime l'existence d'une créance. L'émission de monnaie au cours forcé et de marxité pratiquement nulle est comparable à une rente. Au point qu'elle tente les faux monnayeurs. Entre la fausse monnaie et la bonne, la seule différence est le droit d'émission.

L'Etat profite du fait que le développement de l'activité économique nécessite une quantité croissante de monnaie pour créer une rente, comme un propriétaire foncier utilise un droit de propriété pour exiger de son fermier une rente foncière. Quand le propriétaire établit son bilan en fin d'année, tout ce qu'il peut écrire à son passif est une dette de reconnaissance vis-à-vis de son fermier.

Le droit d'émission crée une valeur de marxité pratiquement nulle. La Banque de France crée un revenu de caractère collectif. Les bénéfices qu'elle réalise ne sont pas distribués, ils sont accumulés au passif de ses bilans, témoignage non d'une dette mais d'une sorte de sentiment de culpabilité. C'est cette inscription qui rend visible un revenu qui, pour les particuliers, reste invisible.

La Banque de France est une imprimerie doublée d'un établissement bancaire. Elle imprime des billets dont le prix de revient a une marxité m' comparable à celle de n'importe quelle marchandise. Elle vend ce billet avec une marxité d'échange moyenne désignée par Mo . Le gain de temps réalisé est déterminé par la formule : $t-t' = v(m-m')$.

Nous avons :

$$t_0 - t' = B (Mo - m')$$

B étant la valeur du billet. Si l'on considère t' et m' comme pratiquement négligeables :

$$t_0 = Mo B$$

29.

Nous pouvons maintenant calculer l'échange final. Chaque échangeur se présente sous deux aspects. D'une part il est producteur de valeurs, d'autre part il est consommateur ou accumulateur de valeurs. Enfin il emprunte ou il prête des valeurs.

$$R = C + B + F$$

R = revenu annuel. C = dépense annuelle de consommation, impôts compris. B = variation annuelle de la quantité de monnaie qu'il possède, avec $B > 0$ pour une augmentation. F = variation annuelle du solde des débits et des crédits, avec $F > 0$ pour un solde créditeur. Les dépôts bancaires, dans des entreprises diverses sous forme de participation au capital, les souscriptions à des emprunts, etc... sont considérés comme des prêts.

Comme en matière de comptabilité publique, les investissements et les stocks nécessaires à la vie des familles, tels que les ustensiles ménagers, le linge, les meubles, les denrées alimentaires, etc..., sont comptés comme une consommation sans prévoir d'amortissement.

Les sommes prêtées sont utilisées pour d'autres consommations ou servent à financer des accumulations privées (entreprises) ou publiques sous forme d'investissements I, de stocks S ou de disponibilité de caisse B.

Mais pour avoir la totalité des investissements, des stocks et de la monnaie des entreprises privées ou publiques nous devons faire figurer en contre-partie les revenus non distribués visibles ou invisibles A qui constituent l'actif social.

Pour l'ensemble de la société nous avons l'échange final intérieur

$$\sum R + \sum A = \sum C + \sum I + \sum S + \sum B$$

La somme des revenus annuels est égale à la somme de la consommation annuelle plus la variation annuelle des investissements, des stocks et de la quantité de monnaie en circulation. (La somme des créances et des dettes $\sum F$ est nulle.)

Si nous rapprochons avec l'équation de conservation des temps nous avons :

$$\frac{\sum t}{\sum R + \sum A} = \frac{\sum tc + \sum ti + \sum ts + \sum tm}{\sum C + \sum I + \sum S + \sum B}$$

Nous définissons ainsi une marxité de l'échange final intérieur. Sous réserve des correctifs indiqués plus haut, cette marxité est celle du Produit Intérieur net.

Il faut remarquer que les valeurs consommées ou accumulées sont des valeurs finales. Chaque valeur finale est une somme des valeurs ajoutées

30.

aux différents stades de la production par les entreprises privées ou par les administrations sous forme d'impôts indirects. Chaque valeur finale résume à peu près toutes les opérations de production et d'échange. C'est une somme de valeurs de provenances diverses : agriculture, industrie, commerce, administration, etc...

Le prix du pain comprend non seulement les revenus des paysans mais ceux des constructeurs des machines agricoles ou des bâtiments de la ferme, ceux des transporteurs et des fabricants de moyens de transport, ceux des commerçants, des fonctionnaires, etc...

On peut donc admettre que les marxités de toutes ces valeurs finales sont sensiblement voisines, d'où la conclusion que la marxité d'échange moyenne de la monnaie, égale à la moyenne des marxités des valeurs finales, est approximativement égale à la marxité de l'échange final intérieur.

$$M_o = \frac{\sum t_c + \sum t_i + \sum t_s + \sum t_m}{\sum C + \sum I + \sum S + \sum B}$$

$$M_o = \frac{\sum t}{\sum R + \sum A}$$

L'EQUATION GENERALE D'ECHANGE

Connaissant la marxité d'échange moyenne de la monnaie, il est possible d'établir une équation qui résume les échanges de valeurs et de travail de chaque particulier et présente sous une forme simplifiée l'échange final d'un membre de la société.

En donnant au revenu une expression monétaire, on lui donne un pouvoir général d'échange contre des valeurs produites en moyenne par un travail dont la durée totale T est telle que :

$$T = M_o (R + A)$$

Si $m = \frac{t}{R + A}$ (marxité du revenu distribué et non distribué avec $t =$ temps de travail annuel de l'échangeur) la perte ou le gain de temps peuvent s'écrire :

$$t - T = (m - M_o) (R + A)$$

et, d'autre part, l'équation générale d'échange :

$$\frac{t}{T} = \frac{m}{M_o}$$

Ces deux équations permettent d'évaluer avec une approximation acceptable les pertes et les gains de temps de chaque échangeur.

Pour l'ensemble de la société

$$\sum t = \sum T = \sum t_c + \sum t_i + \sum t_s + \sum t_m$$

$$\text{et } \sum t - \sum T = 0$$

ou encore $\boxed{\sum (t - T) = 0}$

La somme des pertes et des gains de temps est nulle.

Il serait du plus grand intérêt de calculer avec précision Mo. Mais pour y parvenir il faut reprendre d'une façon minutieuse les résultats de la comptabilité nationale et y apporter les correctifs de caractère statistique que nous avons signalés.

Avant d'entreprendre un travail de cette nature, il faut d'abord que les principes de base exposés soient reconnus valables. Tout développement ultérieur doit être précédé d'un examen critique approfondi de caractère collectif.

Dans cette première étape, une méthode de calcul approximatif peut suffire. Cette méthode est proposée par Jean Fourastié pour des calculs de productivité dans "Productivité, Prix et salaires" (OECE Paris 1957).

Pour étudier les variations de la productivité il faut calculer le temps total mis pour produire une marchandise, temps appelé travail intégré. La durée du travail exécuté dans une entreprise, appelé travail visible, peut être mesurée avec précision. Mais il est impossible de remonter plus loin, de proche en proche, en calculant le temps de travail contenu dans les amortissements, les matières premières, etc...

La méthode proposée part de la constatation que la valeur V d'une marchandise est une somme de revenus de tous ceux qui ont participé à sa production. Si l'on connaissait le revenu horaire moyen Rm de toutes ces personnes, on pourrait déduire le temps de travail intégré H du prix de la marchandise, selon la formule :

$$V = H R_m$$

La valeur est égale au temps de travail nécessaire à produire la marchandise (en heures) multiplié par le revenu horaire moyen des producteurs.

La difficulté théorique posée par l'existence de revenus provenant de rentes et profits sans rapport avec un temps de travail mesurable est résolue par Jean Fourastié en introduisant un coefficient K tel que $K = \frac{r}{V}$, r étant la somme de ces rentes et profits.

D'où

$$V (1 - K) = H R_m$$

32.

En pratique, Jean Fourastié néglige ces restrictions et calcule H par la formule

$$V = H S_m$$

où S_m est un salaire horaire d'un manoeuvre de l'industrie.

Ce procédé peut convenir pour des recherches de variations de productivité de grande amplitude. Nous préférons nous inspirer de la formule $V = R_m$ en assimilant R_m à un revenu horaire moyen national tel que

$$\sum t \times R_m = \sum R + \sum A$$

Dans l'ouvrage de Fourastié, ce revenu horaire moyen est calculé en partant d'un revenu national total de 11.560 milliards de francs pour la France en 1952. Ce qui, pour une population active de 20.500.000 personnes, donne 563.000 francs par an et, pour une durée de travail de 2.205 heures par an (49 semaines de 45 heures), un revenu horaire moyen national de 255 francs.

On peut dire avec une approximation acceptable qu'en 1952, dans 1.000 francs d'une marchandise quelconque il y avait en moyenne 4 heures de travail.

$$M_0 = 4$$

Notre matériel théorique d'observation a maintenant reçu ses définitions; nous pouvons examiner les faits.

LE DETERMINISME DE LA VALEUR

Soit un manoeuvre dont la marxité du revenu est m . Il achète avec ce revenu une marchandise dont la marxité est m' . Nous avons l'équation d'échange :

$$\frac{t}{t'} = \frac{m}{m'} \quad \text{ou encore}$$

$$t = t' \frac{m}{m'}$$

t représente le temps que cet ouvrier doit travailler pour acheter la marchandise, t est appelé le prix réel de cette marchandise pour cet ouvrier.

Nous allons suivre l'évolution de ce prix réel pour différentes marchandises, pendant une longue période, en observant dans les faits l'influence des différents facteurs.

On voit que si l'influence des facteurs sociaux et psychologiques est relativement constante, le rapport $\frac{m}{m'}$ doit rester relativement stable et t doit être directement proportionnel à t' . Le prix réel doit suivre les variations de t' , c'est-à-dire de la productivité.

33.

Tous les exemples sont empruntés à l'ouvrage de Fourastié "Productivité, Prix et salaires". Le prix réel est chaque fois calculé directement en divisant le prix de la marchandise ou du service par le salaire horaire total du manoeuvre à la même époque.

Prenons d'abord des marchandises ou des services dont le temps de travail intégré a peu varié :

a) Le temps nécessaire pour faire une coupe de cheveux n'a pratiquement pas changé depuis l'établissement de la mode actuelle. t' est à peu près constant. Nous avons pour t les valeurs suivantes :

1900	0,9 heure
1905	1
1910	0,9
1921	0,9
1925	0,9
1930	0,9
1937	1
1949	0,8
1950	1,1
1955	1

Le prix réel est constant et égal à 1 heure de salaire de manoeuvre.

b) Le tissage d'une tapisserie des Gobelins se fait toujours avec les mêmes méthodes. Les progrès de la productivité n'ont pu se faire sentir que sur les matières premières et les amortissements. Le prix réel d'une tapisserie de 1 m² est le suivant : au 18ème siècle : 3.000 à 4.000 heures; en 1928 : 3.000 à 4.000; en 1955 : 2.000 à 3.000 heures.

c) La culture du tabac est réglementée en France. La productivité n'a pas changé. Le prix réel (prix à la production) est stable depuis un siècle. Le quintal de tabac est aux alentours de 400 heures. 400 heures en 1866-75, 390 heures en 1950.

Passons maintenant à des marchandises ou services dont le temps de travail intégré a baissé considérablement sous l'influence du progrès technique :

d) Prix réel du KWH (tarif lumière première tranche à Paris :

1900	5,2 heures
1905	5
1910	2,1
1921	0,65
1925	0,48
1930	0,48
1937	0,28
1949	0,22
1951	0,14
1955	0,19

Entre 1900 et 1955 la réduction est de 28 à 1.

34.

e) Prix réel du transport d'une personne de Paris à Toulouse :

1725-50	2.500 heures
1950	32

f) Prix réel d'une glace de 4 m² :

1720	40.000 heures
1954	95

g) Prix réel d'un quintal de blé :

1750	200 à 250 heures
1950	35

h) Prix réel d'un quintal de boeuf (vif) :

1836-1840	950 heures
1950	155

Les exemples peuvent être multipliés, ils montrent de même que le prix réel suit les variations de la productivité. Les variations du rapport des marxités ne sont pas suffisantes pour masquer l'influence des techniques de production.

Nous en déduisons plusieurs conclusions :

1°) Le rapport des marxités est relativement stable quelle que soit la nature des marchandises ou des services. On peut donc admettre que le rapport $\frac{m}{M_0}$ de la marxité du salaire du manoeuvre à la marxité d'échange moyenne $\frac{m}{M_0}$ de la monnaie est relativement stable. Il est donc possible de calculer M_0 à différentes époques, en partant du salaire du manoeuvre à l'époque considérée.

En 1952

$$\frac{m}{M_0} = \frac{562}{304} \qquad \frac{m}{M_0} = 1,84$$

En pratique on peut prendre $\frac{m}{M_0} = 2$

Bien entendu cette stabilité n'est que relative. Elle se juge ici par rapport aux variations du temps de travail intégré qui, dans les exemples cités, peuvent atteindre des réductions de 28 à 1 et même de 400 à 1.

Ce que nous savons par ailleurs de la hiérarchie des revenus et des salaires montre des variations de $\frac{m}{M_0}$ qui peuvent atteindre en France, pendant de courtes périodes, 10, 20^{M₀} et 30%.

Le calcul de M_0 à partir du salaire du manoeuvre, dont Fourastié publie les valeurs de 1830 à 1955, donne donc simplement un ordre de grandeur. En admettant que la marxité des revenus du manoeuvre est le double de la marxité d'échange moyenne de la monnaie, nous avons un chiffre qui est seulement acceptable.

35.

Les statistiques sur le Revenu National étant relativement récentes, nous n'avons aucun autre moyen de calculer M_0 pour les périodes antérieures.

2°) Réciproquement, la connaissance de M_0 permet de calculer approximativement le temps de travail intégré total nécessaire à la production d'une marchandise ou d'un service avec l'équation

$$t' = M_0 \times \text{prix}$$

et de suivre ainsi les variations de la productivité. Il faut 10 minutes pour produire 1 KWH contre deux heures et demie en 1900. 16 heures de travail sont nécessaires pour permettre le transport d'une personne de Paris à Toulouse, alors qu'il en fallait 1.250 au 18ème siècle. Un quintal de blé est produit en 1950 en 18 heures contre 100 à 125 en 1750. 73 heures de travail suffisent pour produire un quintal de boeuf poids vif contre 475 à l'époque où Marx était un étudiant en Droit.

3°) La stabilité relative du rapport $\frac{m}{M_0}$ s'explique par le fait que ce rapport conditionne la répartition des temps consommés ou accumulés. A l'occasion des échanges de valeurs, se produisent des échanges de temps de travail, de telle manière que $\sum(t-T) = 0$. La somme des pertes et des gains doit être nulle. Donc tout changement du rapport $\frac{m}{M_0} = \frac{t}{T}$ amène une perturbation dans la répartition des temps.

Il faut en conclure qu'en l'absence d'une variation générale de la productivité il n'est pas possible de modifier le revenu d'un groupe social sans apporter un trouble dans celui des autres. Le seul moyen de rétablir l'équilibre ancien est de retrouver l'ancien rapport des revenus au cours d'une lutte sociale.

En principe, il y a deux solutions : faire redescendre le revenu perturbateur ou hausser l'ensemble des autres.

L'observation montre que le salaire horaire total du manoeuvre de l'industrie est passé de 17 centimes en 1830 à 150 francs en 1955. Il faut en déduire qu'il est extrêmement difficile de faire baisser brutalement un revenu, les résistances sociales sont trop fortes. Le maintien du rapport des marxités se réalise plus facilement par une manoeuvre de débordement, c'est-à-dire par une hausse des revenus. Cette opération aboutit à une baisse générale de la marxité. La marxité d'échange moyenne de la monnaie diminue, c'est une dévaluation par rapport au temps.

Si les pays voisins sont par contre dans une situation inchangée, la dévaluation par rapport aux monnaies étrangères est inévitable.

Tant que des changements économiques plus profonds n'amènent pas de modifications fondamentales du rapport des forces, les luttes à l'intérieur de la société (luttes de classes, luttes entre groupes fonctionnels, luttes politiques et idéologiques) n'aboutissent qu'à une hiérarchisation profonde des valeurs.

Suivant la place occupée dans la société, suivant la fonction sociale et sa force, le temps de travail est évalué différemment. La hiérarchie des valeurs reproduit la hiérarchie sociale.

36.

Fourastié a prouvé que les prix suivaient à plus ou moins longue échéance les variations de la productivité. Il a prouvé en même temps la stabilité de la hiérarchie sociale dans les pays capitalistes.

Le déterminisme de la valeur obéit à des lois simples. La valeur suit la variation du temps de travail nécessaire à la produire et reflète la force et les luttes du groupe social qui la crée.

LE PARASITISME SOCIAL

Marx, en exposant sa théorie de la plus-value, admettait comme valable que le temps de travail nécessaire à l'entretien d'un ouvrier est de 4 heures par jour alors qu'il travaille 8 heures par jour. La plus-value est de 4 heures.

En utilisant les travaux de Fourastié nous pouvons démontrer qu'il s'agit d'un fait réel.

La marxité du revenu du manoeuvre de l'industrie étant le double de la marxité d'échange moyenne de la monnaie M_0 , nous avons :

$$\frac{t}{T} = \frac{m}{M_0} = 2 \quad \text{si} \quad t = 8 \quad T = 4$$

Cet ouvrier donne 8 heures de travail à la société et en échange il en reçoit 4 heures.

C'est en niant la théorie marxiste de la valeur que l'on peut démontrer un résultat essentiel de Marx.

Mais nous pouvons aller plus loin dans les détails. Par entretien d'un ouvrier, Marx entend l'entretien de sa famille. Il considère la famille comme un tout et examine l'échange global de cette famille avec la société. Si nous voulons tenir compte du travail familial il faut noter les échanges entre l'homme et la femme.

Nous avons vu que l'homme donne la moitié de son revenu pour l'entretien de sa femme. Dans les 4 heures que cette famille reçoit de la société, 2 vont à l'homme et 2 à la femme. La femme échange 5 heures de son travail pour l'entretien de son mari et elle reçoit de la société seulement 2 heures sous forme de produits de consommation et de services. Elle perd donc trois heures. L'homme par contre reçoit deux heures de la société et 5 heures de sa femme, soit un total de 7 heures. Travaillant 8 heures, il en perd 1. Le total des pertes est bien de 4 heures pour l'ensemble de la famille, mais l'ouvrier est ici celui qui perd le moins.

Après cet aperçu des échanges à l'intérieur de ce que la Comptabilité Nationale appelle les ménages, nous pouvons continuer à traiter la cellule familiale comme un tout échangeant avec la société le salaire du mari contre les produits et services nécessaires à son entretien.

37.

Si nous pouvons démontrer l'idée essentielle de la théorie de la plus-value, nous pouvons vérifier également l'opinion de Lénine sur le partage de cette plus-value. Lénine admettait qu'à l'époque de l'impérialisme une fraction importante de la classe ouvrière reçoit une partie de la plus-value.

Voici le salaire d'un ouvrier de la catégorie P2 d'une entreprise métallurgique de la région parisienne à Bobigny. Cet établissement est spécialisé dans la fabrication des machines outils. Les chiffres sont extraits d'une feuille de paye de Novembre 1958 :

Salaire horaire	324 F pour 40 h	12.960 -
Heures supplémentaires	422 F pour 7 h 1/4	3.060 -
Boni par heure	65 F pour 47 h 1/4	3.071 -
		<hr/>
		19.091 -
		<hr/>
Pour 52 semaines		992.732 -
Plus une prime de productivité de 15.000 F par trimestre		60.000 -
Plus une prime de fin d'année		36.000 -
		<hr/>
		1.088.732 -
		<hr/>
Plus avantages sociaux : 1/3 de 600.000 francs		200.000 -
		<hr/>
		1.288.732 -

Pour 47 semaines de travail effectif (en tenant compte des congés payés et des congés de maladie) le salaire horaire total est de 580 francs. La marxité de ce salaire est de 1,7.

Nous n'avons pas de chiffres du revenu national en 1958, mais si l'on estime le revenu horaire moyen à 333 francs, nous avons pour M_0 en 1958 : $M_0 = 3$.

L'équation générale d'échange de cet ouvrier est

$$\frac{t}{T} = \frac{1,7}{3} = 0,56$$

Lorsqu'il donne 10 heures de travail à la société, il en reçoit en échange un peu moins de 18 heures.

Cet ouvrier est donc dans une position inverse de la précédente. Il gagne du temps dans ses échanges. Très grossièrement, l'on peut dire que la réalisation de son niveau de vie nécessite un temps de travail double de celui qu'il fournit.

Passons à l'étude d'autres couches sociales.

En 1938 un ouvrier agricole algérien, travaillant aux vendanges dans la Mitidja, gagnait, grâce à un arrêté préfectoral pris sous la poussée du Front Populaire, un salaire horaire de 1 franc. A la même époque

38.

le salaire horaire total du manoeuvre métropolitain était de 5 frs 90, ce qui correspond à un revenu horaire moyen national de 11 frs 80. L'équation générale d'échange de cet ouvrier agricole colonial était :

$$\frac{t}{T} = \frac{m}{M_o} = \frac{11,80}{1} = 11,8$$

Comme t était de l'ordre de 12 heures par jour, T était d'environ 1 heure. Cet ouvrier travaillait 12 heures par jour pour payer l'heure de travail nécessaire à son entretien.

Peu après la Libération, un hebdomadaire pouvait, par indiscretion, publier une déclaration de revenus d'un célèbre maître de forges français. Il déclarait avoir touché près de 50.000.000 de francs dans l'année. En supposant que cette déclaration fiscale soit exacte et en supposant que cet homme travaillait 2.200 heures par an, son revenu horaire était de 22.727 francs à une époque où la moyenne nationale approchait de 100 frs. L'équation générale d'échange était :

$$\frac{t}{T} = \frac{1}{227}$$

Il échangeait 1 heure de son travail contre 227. Mais si l'on réfléchit que les revenus réels sont probablement le double de ceux déclarés et que les heures de travail sont très inférieures sans doute à 2.200 par an, on peut supposer que l'échange réel est aux environs de 1 heure contre 1.000.

A une époque où le quintal de blé était acheté 2.500 frs prix taxé, le service de la Rentabilité de la C.G.A. avait pu établir, grâce à des comptabilités témoins, que le prix de revient réel était de 1.500 frs dans les grosses exploitations du Nord de la France et de 4.500 à 5.000 francs dans les petites exploitations de polyculture familiales. Si nous calculons le travail intégré contenu dans un quintal de blé à l'aide du revenu horaire moyen national de l'époque, soit 200 frs, nous trouvons environ 8 heures pour le Nord de la France et 25 heures pour les petites fermes. Ce prix de 2.500 frs correspond à 13 heures et est établi par une compensation où les exploitations à grande productivité gagnent 5 heures par quintal et où les petites en perdent 12.

Le parasitisme social est un phénomène commun à toutes les sociétés. Il est important de noter qu'aux U.S.A., dont la productivité est supérieure à celle de la France, la hiérarchie des valeurs est la même.

Dans tous les pays capitalistes occidentaux "le salaire moyen de l'ensemble des ouvriers des manufactures est de l'ordre des 2/3 du revenu national moyen". Ce qui revient à dire qu'ils échangent 8 heures contre 5 heures 20 minutes. Le manoeuvre échange 8 heures contre 4, le petit paysan 8 heures contre 3 ou 2 et l'ouvrier agricole colonial 12 heures contre 1.

Les sociétés socialistes connaissent aussi le parasitisme social. D'après Jules Moch, le salaire du mineur en U.R.S.S. est 10 fois supérieur à la moyenne, ce qui revient à dire que le mineur échange 1 heure contre 10.

Lors de la création des communes en Chine, une discussion s'est élevée pour savoir combien d'heures devraient travailler les paysans. Ceux de ces derniers qui avaient conscience d'être devenus des ouvriers voulaient travailler 8 heures par jour comme dans les villes. Finalement, le principe adopté fut qu'il fallait suivre ici les usages. En supposant une répartition égalitaire des biens de consommation et des services, si l'ouvrier des villes travaille 8 heures et celui des campagnes 12, l'échange se fait dans les mêmes proportions et le parasitisme des villes est un fait incontestable; fait commun à toutes les sociétés depuis l'apparition de la civilisation urbaine.

L'existence d'un phénomène aussi général suppose une nécessité interne. C'est ici que l'on découvre des mécanismes sociaux dont nous n'avons pas conscience mais qui agissent comme régulateurs économiques.

Le développement de la productivité agricole pose à la société un problème, celui du transfert de la main-d'oeuvre dans des activités non agricoles. Ce problème sera étudié en détails à propos des crises. Mais on comprend dès à présent que, dans la mesure où les valeurs d'origine urbaine ont une marxité plus faible que celles provenant des campagnes, un pôle d'attraction est créé qui provoque l'exode rural. L'industrialisation ne peut se faire que si le revenu du manoeuvre a une marxité plus faible que celle du petit paysan.

D'une manière plus générale, lorsque la production d'une valeur a atteint un niveau tel que le marché est saturé, sa marxité doit s'élever par rapport aux autres afin de limiter le nombre de personnes employées dans cette branche.

Mais le problème qui apparaît maintenant fondamental est de savoir dans quelle mesure un tel mécanisme fonctionne harmonieusement. La valeur étant l'expression d'un rapport de forces sociales, la question posée est celle du rôle de la violence dans la hiérarchie des valeurs. De nombreux faits historiques témoignent de ce rôle dans le passé, même à l'époque du "capitalisme libéral". Cependant ce rôle apparaît encore plus important aujourd'hui.

Nous entrons dans une nouvelle phase de notre civilisation. Si certains hommes ont pu imaginer qu'il s'agissait de l'ère des organisateurs, beaucoup de faits laissent supposer qu'il s'agit plutôt de l'ère des organisés. La force des organisations pèse de plus en plus lourd sur la structure de la société. C'est ici que naît et se développe toute la stratégie des groupes de pression. Partis politiques, syndicats, associations diverses, églises, monopoles économiques s'efforcent de modifier ou de maintenir la hiérarchie des valeurs en employant au besoin la violence ouverte ou occulte. La stabilité de cette hiérarchie n'est que relative. Elle est le résultat d'une lutte incessante de forces contradictoires, forces de plus en plus organisées avec un centre dirigeant, une conception claire de leurs buts et des moyens à employer.

Le prix de monopole est une manifestation de la violence. Il peut s'établir brutalement par élimination de concurrents ou par entente entre eux. Il peut survenir plus discrètement par une augmentation de la produc-

40.

tivité sans diminution correspondante de la valeur. Certaines grandes industries comme celles de l'automobile pratiquent cette méthode. Plutôt que de se trouver en lutte avec une classe ouvrière combative, elles augmentent la productivité, augmentent leurs bénéfices et accordent de hauts salaires à leur personnel. Il peut en résulter un changement prolongé du rapport des marxités, tout un groupe fonctionnel, sans distinction de classe, disposant d'une situation sociale privilégiée. Fourastié ne publie pas de chiffres pour les prix de monopole. Il considère les "prix spéculatifs" comme impropres à la recherche. Il faut ajouter que les chiffres publiés ne sont pas assez précis pour déceler de tels faits. Ces faits sont mieux connus par l'observation directe des salaires et des prix comme nous avons pu le faire pour une entreprise métallurgique de la région parisienne de Bobigny.

La violence apparaît comme toujours manifeste dans la société. Toute cause économique, sociale ou idéologique qui place l'adversaire dans une situation d'infériorité est utilisée pour remettre en question toute la hiérarchie des valeurs.

Cette agitation sociale permanente se traduit par la dévaluation. De 1830 à 1955 la marxité du salaire total du manoeuvre de l'industrie, en France, est passée de 5.882 à 6. Les périodes où la marxité a varié le plus vite sont celles des guerres mondiales, de la crise de 1929, du Front Populaire, des luttes sociales qui suivirent la Libération. Dans toutes ces périodes de nouveaux rapports de forces s'étaient créés remettant en mouvement toute l'échelle des valeurs.

Les variations de la marxité, en particulier sa vitesse de chute, constituent donc un thermomètre de la violence des luttes sociales.

————— LE PARASITISME COLONIAL SOUS FORME COMMERCIALE —————

Le temps de travail peut franchir les frontières sous forme de marchandises ou de services. Cette opération est analogue à une augmentation de Σt ou de Σtc , suivant qu'il s'agit d'une importation ou d'une exportation. En général, le mouvement se réalise simultanément dans les deux sens. Il est donc à peu près inévitable qu'à l'échelle internationale des pays se trouvent gagnants ou perdants dans les échanges de temps de travail.

Les pays coloniaux vendent des marchandises à forte marxité tandis que les pays développés leur vendent des produits industriels à faible marxité. Une nation peut ainsi, tout en protestant de son anticolonialisme, vivre aux dépens d'une autre.

Notre étude est maintenant suffisamment avancée pour aborder deux points importants où toute théorie de la valeur doit trouver ses applications : la monnaie et les crises économiques.

41.

 L A M O N N A I E

La notion de marxité clarifie les problèmes relatifs à la monnaie car elle permet de mettre à jour les liaisons entre l'expression monétaire de la valeur et le temps de travail.

Il a été démontré que la marxité d'échange moyenne de la monnaie M_o est égale à :

$$M_o = \frac{\sum t}{\sum R + \sum A} = \frac{\sum t_c + \sum t_i + \sum t_s + \sum t_m}{\sum C + \sum I + \sum S + \sum B}$$

et qu'à une variation annuelle $\sum B$ de la quantité de billets en circulation, correspondait pour l'Institut d'émission un gain de temps $\sum t_o$ égal à :

$\sum t_o = M_o \sum B$

Ce qui est un gain de temps pour l'Institut d'émission est une perte de temps pour les détenteurs de monnaie et réciproquement.

Tous les organismes, entreprises, administrations, et tous les particuliers qui accumulent des valeurs sous forme de billets de banque réalisent une perte de temps dans leurs échanges si cette accumulation augmente et un gain si elle diminue.

Une augmentation de la circulation correspond à un échange de revenus dont la marxité moyenne est M_o contre une valeur de marxité nulle.

A une diminution de la masse des billets correspond un gain de temps des particuliers, des entreprises et des administrations et une perte de temps équivalente de l'Institut d'émission. Les gains se réalisent par un échange de la monnaie contre des marchandises et des services dont la marxité moyenne est M_o .

La diminution de la circulation des billets est réalisable également par un retour à une monnaie métallique. Les calculs, d'après l'équation $\sum t_o = M_o \sum B$, montrent que cette opération reviendrait en France à une accumulation d'environ 3 mois de travail de l'ensemble de la population active.

Elle pourrait se faire par exemple par un achat d'or à l'étranger avec paiement en marchandises produites en France. Il y aurait exportation du temps de travail contenu dans ces marchandises et importation de celui nécessaire à la production de l'or. La conversion reviendrait à échanger une partie des revenus contre l'accumulation d'une marchandise particulière, la monnaie métallique. C'est une diminution de la consommation de temps de travail au profit d'une accumulation de temps.

Un problème intéressant est celui des rapports entre la marxité propre de la monnaie métallique m' et sa marxité d'échange M_o .

42.

Les hausses de prix liées à des manipulations monétaires telles que la baisse du titre des pièces au Moyen Age, l'afflux d'or en Europe à la Renaissance, l'augmentation de la productivité dans les mines d'or ont souvent été expliquées par le jeu de l'offre et de la demande, par la pression des acheteurs sur les prix.

En réalité la mise en circulation d'une monnaie ayant une marxité $m' < M_0$ entraîne une perte de temps égale à :

$$t_0 - t' = B (M_0 - m')$$

Il est facile de comprendre maintenant que cette perte de temps est comparable à celle provoquée par une modification de la hiérarchie des valeurs. Pour que les positions respectives des différents groupes sociaux soient conservées, il faut qu'une hausse des prix et des revenus ramène M_0 au niveau des m' et annule ainsi l'effet de la manipulation monétaire.

Mais l'inverse peut se produire. Une lutte sociale acharnée entraîne une baisse générale de la marxité des prix et des revenus c'est-à-dire une chute de M_0 . Il est alors nécessaire de ramener m' au niveau de M_0 .

La baisse de la marxité de la monnaie peut être la cause de la hausse des prix mais une hausse des prix nécessite une baisse du titre des pièces de monnaie. C'est cette alternative qui a rendu difficile l'analyse des rapports entre les manipulations monétaires et le mouvement des valeurs.

Ces rapports deviennent clairs si l'on comprend que l'accumulation de monnaie de papier est une accumulation de perte de temps. La monnaie n'est pas une dette de la Banque de France vis-à-vis des porteurs, c'est une dette de la société. Les porteurs de billets peuvent à tout instant exiger de la société les heures de travail correspondant à la marxité d'échange moyenne de la monnaie qu'ils possèdent.

La monnaie de papier fait donc peser une certaine menace sur l'économie d'un pays. C'est une dette dont le remboursement exigerait 2 à 3 mois de travail de l'ensemble de la nation.

Si une panique sociale se déclenche, si les porteurs de billets, craignant une hausse des prix, augmentent leurs achats, il se produit un brusque déséquilibre entre la masse des temps produits et la masse des temps consommés. La masse des billets représente un potentiel de consommation dont la brusque libération bouleverse alors le circuit des valeurs.

Aussi, le grand souci des financiers est-il de transformer cette créance exigible à vue et d'une grande mobilité en dépôts en compte moins fluctuants et surtout en emprunts à terme dont les échéances plus ou moins éloignées permettent de bloquer plus facilement une menace de consommation.

Dans un pays comme la France, où l'insécurité permanente des revenus jointe à une amélioration générale de la productivité conduit les catégories sociales moyennes et parfois les plus défavorisées comme les petits paysans à une psychologie d'épargnants, ce genre d'opération se réalise aisément.

43.

Elle aboutit à limiter l'influence de l'augmentation de la productivité sur les niveaux de vie. Les temps consommés sont réduits et les temps investis, grâce aux emprunts, sont augmentés d'autant. Lorsque ce climat psychologique fait défaut, par exemple aux U.S.A., le meilleur moyen de réduire les effets d'une productivité accrue est d'augmenter les impôts.

L E S C R I S E S

L'étude des crises comme celle de la monnaie confirme qu'une analyse à partir d'une comptabilité des temps est plus sûre et simple qu'une analyse à partir des valeurs.

Les problèmes étudiés jusqu'ici à l'aide de la marxité sont relatifs à la répartition, entre les différents groupes sociaux, des temps consommés et accumulés. L'étude des crises aborde un autre domaine, celui de la répartition des temps produits.

Pour en analyser les données, il est commode d'utiliser une présentation de la comptabilité nationale inspirée des tableaux de l'économiste américain Leontiev. Il s'agit de la méthode output-input, c'est-à-dire d'une présentation simultanée et dialectique de la production et de la consommation du point de vue de l'échange final. Dialectique parce que chaque chiffre vu dans un sens vertical est un chiffre de production et vu dans un sens horizontal un chiffre de consommation.

Pour simplifier, 3 colonnes sont utilisées en divisant la population active en 3 groupes fonctionnels, selon la classification de Colin Clark : agricole, industriel et tertiaire. (Bien entendu d'autres divisions pourraient être adoptées selon l'objectif étudié.)

Ces chiffres ne sont donnés qu'à titre d'illustration. Pour simplifier, il n'est pas tenu compte des opérations de crédit et des reports d'une année sur l'autre, la consommation et l'accumulation sont groupées en un seul chiffre : celui des dépenses annuelles en production spécifique de chaque secteur. Ainsi les valeurs représentées sont celles des revenus bruts, sans tenir compte de l'actif et du passif. Les chiffres de la colonne verticale agricole, par exemple, ne représentent donc pas la valeur de la production agricole mais la part des agriculteurs dans cette production.

De même, les chiffres de la première colonne horizontale ne sont pas les dépenses totales des agriculteurs, mais uniquement l'achat des valeurs produites par l'activité propre de chaque groupe.

OUT PUT
↓
Production

	Agricole		Industriel		Tertiaire		Total	
	Valeurs	Temps	Valeurs	Temps	Valeurs	Temps	Valeurs	Temps
Agricole	1	5	1,5	3,75	1,5	6	4	14,75
Industriel	2	10	6	15	2	8	10	33
Tertiaire	1	5	2,5	6,25	2,5	10	6	21,25
Total	4	20	10	25	6	24	20	69

INPUT
→
Consommation
et
Accumulation

Les valeurs sont en milliers de milliards de francs
Les temps sont en milliards d'heures

Marxité moyenne des revenus bruts agricoles = 5
- - - industriels = 2,5
- - - tertiaires = 4

Moyenne générale = 3,45

45.

Ce tableau a pour but de montrer schématiquement l'ensemble des transferts de temps de travail.

En examinant le total à droite, on voit que le groupe agricole consomme et accumule 14,75 milliards d'heures, l'industriel 33 et le tertiaire 21,25. Par contre, en examinant les totaux verticaux, on voit que le groupe agricole a travaillé 20 milliards d'heures, l'industriel 25 et le tertiaire 24.

La proportion des temps consommés et accumulés par chacun des 3 groupes ne peut changer que par une variation de la marxité des revenus. Une baisse, par exemple, de la marxité des revenus agricoles entraîne une modification en sens inverse des marxités des autres revenus, le total des temps 69 restant inchangé. Cette variation peut se poursuivre jusqu'au moment où des résistances sociales interviennent. Il se produit ainsi par l'intermédiaire de l'ajustement des marxités un équilibrage. Pour mieux dire, les transferts de temps dans le sens vertical sont doués d'une certaine élasticité. Mouvements d'autant plus souples qu'ils se produisent au moment de l'échange final, au stade de l'échange revenus contre consommation, par une variation des valeurs.

Il n'en est pas de même dans le sens horizontal. Les transferts de main-d'oeuvre du secteur agricole à l'industriel ou au tertiaire et réciproquement se réalisent avant la production et souvent la précèdent de plusieurs années quand une longue formation professionnelle est nécessaire. Un paysan ne se transforme pas en médecin du jour au lendemain.

Des résistances, dues à des facteurs secondaires comme l'effort pour changer d'habitudes, les difficultés de se déplacer, de trouver un logement, etc... s'ajoutent pour rendre ces transferts lents et incertains. En l'absence de toute planification véritable le mouvement ne peut se produire que par des réactions tardives devant les résultats. Mis à part l'attrait de meilleurs salaires, ce sont surtout les difficultés d'écouler la production, l'accumulation des stocks, le chômage qui imposent une décision de changement d'emploi. Ces facteurs se trouvent brusquement portés à leur paroxysme en période de crise. Ils provoquent alors un grand brassage de la main-d'oeuvre.

La répartition des temps dans le sens horizontal possède donc une certaine rigidité qui crée une variation discontinue par une succession de changements lents, coupés de mutations brusques.

Alors que le mouvement des valeurs détermine une variation continue et continuelle de la répartition des temps consommés, les changements d'emploi se produisent par l'intermédiaire du chômage et de l'exode rural, c'est-à-dire d'une manière discontinue et périodique. L'évolution d'un prix a infiniment plus de souplesse qu'un changement de métier. La structure sociale donne par l'intermédiaire de la valeur une certaine élasticité à l'équilibre de la répartition des pertes et des gains de temps. Il n'existe rien de comparable dans la répartition des temps de travail eux-mêmes.

46.

La société ressemble à un chef de culture qui serait incapable de prévoir une répartition de l'emploi de son personnel et de ses terres. Il ne s'apercevrait de ses erreurs qu'au moment des récoltes.

L'histoire, et pour une période récente, les statistiques, montrent que la part du travail agricole a d'abord diminué au profit du travail industriel et que maintenant l'ensemble du travail agricole et industriel diminue au profit du tertiaire. Comme la population et la production ont augmenté, on en déduit facilement que ces changements sont dus à des augmentations inégales de la productivité dans les 3 secteurs.

C'est l'amélioration de la productivité agricole qui est le point de départ des transferts de main-d'oeuvre dans le sens horizontal. A partir du moment où les agriculteurs ont été capables de produire plus que le nécessaire pour vivre, il est devenu possible de créer de nouvelles fonctions sociales non-agricoles par un échange d'activités. L'importance des secteurs industriels et tertiaires réunis dépend de la productivité agricole.

Le partage des temps entre l'industrie et le tertiaire dépend surtout de la productivité dans l'industrie car l'évolution de la productivité dans le tertiaire est plus lente ou nulle. Elle n'est cependant pas négligeable et le rendement du travail dans le commerce, les transports, les bureaux fait des progrès constants.

Mais il faut souligner que la répartition des temps produits ne dépend pas seulement de la productivité. Elle obéit également à des facteurs psychologiques et sociaux. Passé un certain seuil de satisfaction des besoins essentiels, la demande s'exerce en faveur de nouvelles valeurs qui attirent le consommateur. On peut même assister au paradoxe d'une privation de nourriture pour acheter un réfrigérateur up to date.

La société a donc un problème à résoudre : transférer les temps de travail dans le sens horizontal pour suivre les variations de la productivité et la variation des demandes de consommation.

L'augmentation de la productivité, avec une répartition constante des temps de travail, conduit à des surproductions. La première question est de savoir s'il est possible d'absorber cet excédent par une hausse des revenus des consommateurs.

Par exemple, une augmentation de la productivité agricole sans changement de tous les temps de travail revient à une augmentation de la production agricole en quantité et si les prix sont constants en valeur.

Une augmentation de 10% peut être absorbée si les groupes industriels et tertiaires répondent par une hausse de leurs revenus, de telle manière qu'ils aient les moyens d'acheter aux agriculteurs toute leur production. Comme il n'est pas possible de hausser uniquement les revenus vendus au groupe agricole, l'opération n'est concevable que par une chute générale de la marxité de 10%. La valeur totale de la production nationale va passer à 22,2 et la marxité moyenne des revenus bruts à 3,10. Toutes les

47.

valeurs du tableau output-input sont élevées de 10% et les temps restent inchangés. Les groupes industriels et tertiaires se créent ainsi les moyens d'absorber l'augmentation de la production agricole.

La hausse des revenus est donc une issue possible pour sortir d'une crise agricole aux dépens des agriculteurs. Il faut remarquer, en effet, que ce mouvement des valeurs permet aux villes de consommer davantage de produits agricoles tandis que les campagnes ne reçoivent pas plus de produits industriels ou tertiaires.

Nous avons ainsi l'explication du décalage progressif des niveaux de vie des citadins et des ruraux. Ce décalage devient si manifeste qu'il provoque l'exode rural et favorise la réduction du temps de travail agricole. Les luttes sociales qui se déroulent dans les villes, en créant une baisse régulière de la marxité d'échange moyenne de la monnaie, maintiennent une pression permanente pour un transfert de main-d'oeuvre du premier aux deuxième et troisième secteurs.

Deuxième remarque indispensable, ce mécanisme ne réussit que dans la mesure où il existe une sous-consommation. Son efficacité est limitée par les décisions des consommateurs qui peuvent refuser d'utiliser l'augmentation de leurs revenus à des achats de denrées alimentaires. Ils peuvent préférer aller plus souvent au cinéma que de mieux manger.

C'est pour cette raison que le gouvernement américain a adopté le système de soutien des prix agricoles. Les excédents non vendus dans le secteur commercial sont achetés par un organisme, la Commodities Credit Corporation. Cette prise en charge des stocks par l'Etat est un moyen d'imposer une consommation accrue par l'intermédiaire de l'impôt. Ici la consommation est forcée.

Cette solution n'est pas pratiquée uniquement pour les excédents agricoles. L'industrie pose les mêmes problèmes par son augmentation prodigieuse de productivité. Les difficultés sont résolues par le gouvernement américain de la même manière, par une consommation forcée. Ce sont surtout les commandes d'armement qui sont chargées de maintenir le temps de travail industriel. Un autre procédé consiste à orienter les achats des consommateurs par une publicité déchaînée en faveur de la production de l'industrie légère.

Le transfert de main-d'oeuvre vers le tertiaire est ainsi freiné par des groupes financiers qui ont investi leurs capitaux dans l'industrie. C'est cette tendance réactionnaire qui rend difficile et artificielle la lutte contre une menace de crise. Si les crises ont pour origine un mécanisme économique, leur ampleur et leur persistance ont pour cause une situation politique. Les rapports capitalistes pourraient persister encore longtemps, de la même manière que le fermage et le métayage survivent de nos jours au régime féodal, si les capitalistes acceptaient de perdre leur rôle dominant dans la direction de l'économie et de la politique nationale.

On ne peut s'opposer à une évolution nécessaire sans danger. Maintenir artificiellement la proportion de travail industriel par des crédits

48.

de guerre est non seulement une charge extrêmement lourde pour la société mais encore la préparation d'une situation qui n'a d'autre issue que la guerre, la reconversion devenant de plus en plus douloureuse et impossible avec le temps.

La seule solution valable est évidemment une diminution de la part relative du travail agricole et industriel au profit du secteur tertiaire dans les pays très développés à forte productivité. La réduction de la journée de travail, la prolongation de la scolarité avec des crédits substantiels à l'enseignement, à la recherche scientifique, aux bibliothèques, à toutes les activités culturelles, la généralisation des systèmes d'assurances sociales, les soins accordés à la santé et au repos, l'octroi de retraites substantielles, toute cette transformation de l'activité économique représente l'évolution saine qu'il faut encourager.

Il faut ajouter que la croissance du tertiaire est un facteur de stabilisation anti-crise. Le tertiaire est caractérisé par une croissance de la productivité lente ou nulle. Comme ce sont les variations inégales de productivité qui provoquent les crises économiques, plus l'importance du tertiaire est grande et moins cette influence se fait sentir. Le développement du tertiaire est donc un facteur de stabilisation de l'emploi. Plus la part de l'agriculture et de l'industrie est réduite dans une société, plus les transferts nécessaires de main-d'oeuvre sont lents et moins les crises ont d'ampleur.

C'est dans ce sens que la lecture des ouvrages des économistes de la productivité, à l'encontre des intentions de la plupart des auteurs, donnent à penser qu'il est nécessaire de retirer aux milieux financiers et industriels le rôle dirigeant de l'économie. Fourastié nous assure qu'aux U.S.A. en 1950 la production agricole et industrielle est assurée par la moitié seulement de la population active. En France, les charges sociales s'élèvent aujourd'hui à 35% des salaires. Nous sommes comme au 18ème siècle au moment où le rôle politique d'une classe dirigeante ne correspond plus à son importance économique.

L'ECONOMIE DU TEMPS DE TRAVAIL

Partant de l'idée d'étudier le parasitisme social, nous avons été amenés à observer d'un point de vue très particulier les différents domaines de l'économie politique. Tout un ensemble de phénomènes se sont trouvés brusquement placés dans des perspectives nouvelles permettant d'en saisir les mécanismes essentiels. Tout un champ de recherches est ainsi apparu où la notion de marxité sert d'instrument d'observation. Ce champ peut être défini comme l'économie du temps de travail.

Nous n'avons pas voulu, et même si nous l'avions voulu le temps et les moyens nous auraient manqués, présenter un ouvrage achevé. Nous avons voulu surtout mettre en mouvement un courant d'idées dans un domaine où la rigidité des pensées a pris des aspects cadavériques.

Il est peu de questions de l'économie, de la sociologie, de la politique que l'analyse des échanges des temps de travail au sein de la société ne renouvelle. Les adversaires, qui jusqu'ici argumentaient, ont maintenant en main un outillage théorique d'observation des faits.

La paupérisation, par exemple, a fait l'objet de nombreux articles de revues ces dernières années. L'observation des mouvements de la hiérarchie des revenus et des valeurs ne montrent pas d'accroissement régulier des écarts entre les niveaux les plus bas et les plus hauts. Dans l'ensemble, pour les différents groupes sociaux et depuis un siècle, les rapports $\frac{m}{m'}$ ou $\frac{m}{M_0}$ sont stables dans les principaux pays capitalistes. S'il existe une tendance, elle est au contraire plutôt vers un écrasement de cette hiérarchie, ce qui signifie une amélioration pour les niveaux les plus bas, c'est-à-dire pour les donneurs de temps.

Sur de courtes périodes, des mouvements d'une certaine ampleur sont décelables, mouvements dus à des changements dans le rapport des forces politiques. Ces mouvements se produisent alternativement dans des sens opposés.

Nous pouvons en conclure que la paupérisation relative n'existe que si l'on considère des périodes de temps limitées. Cette paupérisation n'est pas due à un mécanisme économique mais à des modifications de la situation politique. Le mécanisme de la paupérisation relative est de nature sociale. Elle est due à une faiblesse de l'activité des syndicats et des partis ouvriers.

Pour la paupérisation absolue, la conclusion est encore plus nette. La hiérarchie des valeurs est beaucoup trop stable par rapport aux variations de la productivité pour qu'une paupérisation absolue puisse exister. Le temps de travail nécessaire à produire et commercialiser les denrées alimentaires a diminué dans des proportions telles (de l'ordre de 5 à 1) que l'amélioration générale du niveau de vie est incontestable. Depuis 100 ans les prix réels des éléments qui constituent la base d'un budget familial ont diminué souvent d'une manière considérable, par exemple pour le pain.

Pour que la paupérisation absolue puisse se manifester, il faudrait une paupérisation relative d'une ampleur telle qu'elle contrebalance l'influence de la variation de productivité. Ce n'est pas le cas, bien au contraire.

La théorie marxiste oriente ici les critiques dans un mauvais sens. Que se passe-t-il dans la réalité ? L'ouvrier qui travaillait 10-12 heures dès son enfance du temps de Marx, ne travaille plus que 8 heures après une scolarité prolongée. La durée de sa vie s'est allongée et il bénéficie de retraites. Mais le temps nécessaire pour créer les marchandises et les services dont il a besoin est aujourd'hui, comme alors, d'environ la moitié de son temps de travail, soit 4 heures. Le rapport $\frac{t}{T} = \frac{m}{M_0}$, son équation générale d'échange est toujours de 2. Comme la productivité a augmenté d'environ 5 fois, cet ouvrier consomme en quantité 5 fois plus.

50.

En réalité, les quantités consommées il y a 100 ans ne sont pas multipliées par 5 aujourd'hui. L'action de la productivité se manifeste d'une autre manière dans la consommation. Elle intervient pour en modifier la composition. Si la production de blé par tête d'habitant a peu changé en France, celles de viande, de lait, de sucre, de fruits, de conserves, de confiserie et pâtisserie ont augmenté dans de fortes proportions. Mais la consommation s'est surtout étendue dans de nouveaux domaines : textiles, mobilier, confort ménager, habitation, distractions, instruction, soins à la santé, vacances, etc...

Est-ce à dire que les masses ont bénéficié de la totalité de l'accroissement de cette productivité ? Nous ne le pensons pas et c'est ici que devrait porter la critique. Nous devons l'orienter vers l'analyse des différents temps consommés dont la somme constitue T.

D'une manière générale, dans les pays capitalistes évolués comme les U.S.A. ou la France, les milieux industriels se sont efforcés par tous les moyens, y compris la violence, de maintenir la consommation de temps industriel au détriment du tertiaire. Si le 1/4 du revenu national est consacré à la guerre froide ou chaude il y a dans les 4 heures, 1 heure de travail qui est imposée pour la réalisation d'objectifs qui n'intéressent que des milieux privilégiés.

Au lieu de nier les effets de la productivité, il serait plus juste et plus efficace de demander que les temps gagnés soient utilisés pour le peuple et non gaspillés en des travaux stériles.

En s'appuyant sur une fausse théorie économique, les marxistes ont cru pouvoir se passer d'une critique politique de l'orientation de l'activité de la nation. C'est une grave erreur. Tant que le Parti Communiste Américain cherchera à convaincre les petits-fils de paysans irlandais ou siciliens qu'ils subissent une paupérisation, il est probable que son audience restera très limitée.

Voyons maintenant une autre question fondamentale : le monde est divisé aujourd'hui en deux blocs. Cette division s'explique par bien des raisons dont la plus tranchée, sinon la plus importante, est de nature idéologique. Les marxistes, en s'appuyant sur la théorie de la plus-value, admettent qu'il existe deux mondes, celui où l'exploitation de l'homme par l'homme subsiste et celui où elle a disparu.

Cette exploitation a été définie par Marx comme le fait, pour les ouvriers, de recevoir des propriétaires de moyens de production moins de temps de travail qu'ils ne leur en donnent. L'exploitation est définie par Marx comme un rapport entre le temps donné et le temps reçu. C'est donc un fait de parasitisme. Mais alors que nous nous sommes placés dans la perspective de l'échange final : revenu contre consommation ou accumulation, Marx, en juriste, a délimité le cadre de ses recherches par des rapports juridiques, ceux du contrat de travail, et s'est efforcé de montrer que l'exploitation se produisait au stade de la production.

C'est Lénine qui a fait éclater cette conception en montrant que les rapports juridiques, le fait de vendre sa force de travail à un propriétaire des moyens de production, ne permettait pas de prouver l'existence d'une exploitation. Lénine, en admettant que des ouvriers pouvaient recevoir une partie de la plus-value, est sorti du cadre juridique de Marx sans créer cependant les bases d'une nouvelle conception.

Le point de vue de Marx est en effet inacceptable. Un parasitisme quelconque ne peut se manifester qu'au niveau de l'échange final. C'est à la sociologie qu'il appartient de dire pour quelles raisons les ouvriers considèrent leurs patrons comme des exploités, mais en fait l'exploitation ne peut se décrire sans faire l'analyse de la consommation. C'est le consommateur, en achetant la marchandise, qui paye les revenus du patron et des capitalistes ainsi que ceux des ouvriers. Le prix n'est qu'une somme de revenus.

Quels que soient les salaires des ouvriers, c'est en définitive le rapport entre ces salaires et les prix des biens et services nécessaires à l'entretien du ménage ouvrier qui détermine le niveau de vie et l'exploitation. L'idée que le patron est un exploiteur revient à lui reprocher de garder pour lui la plus grande partie des résultats financiers de l'entreprise. Elle n'est pas très éloignée de l'idée qui préside à l'association capital-travail.

Admettre le point de vue de Marx serait admettre que le degré d'exploitation échappe à un rapport entre les salaires et les prix. Imaginer qu'un ouvrier qui a un haut salaire est plus exploité que celui qui gagne peu ne peut être accepté. Lénine s'y est refusé. Le parasitisme ne peut se manifester qu'au niveau de l'échange final.

Le fait que le parasitisme social soit commun à toutes les sociétés, même socialistes, a évidemment de grandes conséquences idéologiques qu'il faudra étudier. Mais c'est un fait. Nul ne pourra maintenant le nier. Nous croyons que l'avoir démontré est un acte positif pour une théorie de la coexistence des deux systèmes.

Le problème n'est plus de supprimer le parasitisme social, il est de le contrôler. C'est ici qu'un système politique doit prouver sa supériorité.

Les deux questions que nous avons abordées sont des exemples de tout le renouvellement des idées introduit par l'économie du temps de travail.

En matière économique, nous n'avons fait qu'aborder les problèmes et tracer les grandes lignes. Sans parler de la détermination exacte de M_0 , d'autres domaines sont ouverts aux recherches, en particulier l'étude des rapports entre le crédit et le temps de travail.

En matière sociologique, l'économie du temps de travail fournit le support théorique à l'étude des groupes de pression et à une sociologie des groupes fonctionnels.

Est-il possible, dès à présent, de passer à des jugements de valeur ? Nous voudrions le tenter.

LE PARASITISME SOCIAL ET LA MORALE

Nous nous sommes efforcés d'employer le mot parasitisme, suivant l'usage des botanistes ou des zoologistes qui l'utilisent pour caractériser des faits biologiques sans pour autant faire intervenir un jugement de valeur. Mais il est difficile de décrire certains aspects de la vie sociale sans que cette description s'entoure de franges d'interférences avec d'autres préoccupations. L'emploi du mot parasitisme a des résonances morales. Dans le sens commun il implique même une condamnation et il eut été préférable de se servir d'un autre terme. Mais c'est la nature de la valeur qui nous oblige à pénétrer dans l'idéologie. Le jugement moral étant par essence un jugement de valeur, toute évaluation est une appréciation morale. Définir la valeur d'une marchandise, c'est définir les revenus de tous ceux qui ont participé de près ou même d'assez loin à sa production, c'est définir un ordre social ou politique.

Il y a donc une morale de la valeur et rechercher cette morale c'est en somme essayer de découvrir les facteurs idéologiques des variations de la valeur. Bien que ces facteurs aient peu d'influence, ils ne sont pas négligeables et nous devons souhaiter qu'ils le soient de moins en moins.

D'un point de vue moral, celui de l'utilité sociale, il peut paraître juste d'encourager certaines activités en accordant à ceux qui s'y consacrent des salaires élevés ou des avantages matériels importants.

Nous trouvons en général normal qu'un technicien soit mieux rétribué qu'un manoeuvre, qu'un chirurgien soit mieux payé qu'une infirmière, qu'un grand peintre vende ses tableaux plus cher qu'un artiste médiocre.

Mais le besoin d'une marxité variable n'est pas toujours aussi simple à délimiter. En voici un exemple : Si une production agricole se trouve concurrencée par une production différente, les châtaignes par le maïs pour citer un cas, il est normal qu'une pression économique s'exerce pour sélectionner les cultures les plus rentables sur le plan de la productivité. Cependant, des circonstances imprévisibles peuvent rendre les cultures à faible productivité nécessaires pour boucher un déficit alimentaire. Il est utile de conserver des réserves. Les petites exploitations qui oscillent entre la production marchande et la production autarcique constituent ce qui s'appelle en chimie une solution tampon. Elles servent à maintenir un équilibre qui, dans le système actuel de production et sans elles, serait trop instable. Il peut donc apparaître nécessaire d'adopter des mesures conservatrices au meilleur sens du terme en accordant dans les situations difficiles une aide financière. Mais il est facile de comprendre que le choix de la décision devient délicat.

Dans les pays socialistes aussi la variabilité de la marxité répond à des besoins complexes. C'est un moyen de réaliser des objectifs politiques, mais c'est surtout un moyen de favoriser une orientation professionnelle dans les directions où un besoin de main-d'oeuvre se fait sentir. Si des travailleurs ont des revenus à faible marxité, il est nécessaire

53.

que d'autres fournissent à leur place les heures de travail indispensables. La réussite des emprunts d'Etat oblige à financer des valeurs de marxité nulle, etc...

Mais, il faut le souligner, les facteurs idéologiques n'ont joué jusqu'ici qu'un rôle extrêmement faible, celui de justifier un certain ordre. Les différences de marxité résultent d'une pression des forces sociales. S'il se réalise ainsi un certain équilibre du développement économique, cette pression n'en reste pas moins brutale, d'une violence plus ou moins consciente. C'est le plus souvent un comportement social instinctif et nous ne voyons que dans les sociétés socialistes la possibilité et la volonté d'une démarche rationnelle. Il ne faut pas être matérialiste et croire comme le Père Teilhard de Chardin que la Providence a créé la matière de telle sorte qu'elle se dirige toute seule dans la bonne direction par des voies mystérieuses mais sûres. Il faut être idéaliste et chercher à créer une société où ce sont les idées qui corrigeront les erreurs de la Nature.

Pour comprendre à quel point les facteurs idéologiques jouent un rôle beaucoup trop faible, il faut remarquer que le parasitisme ne peut être décrit, comme le fait Marx, uniquement à partir d'une mesure de temps.

Si un dictateur d'un pays d'Amérique latine fait édifier à sa gloire un monument grandiloquent, l'ouvrier de l'entreprise capitaliste chargée de sa construction est pour Marx productif. Il produit de la plus-value qui sert à entretenir par exemple un médecin qui lui est improductif.

Pour porter un jugement politique ou moral sur le parasitisme, il faut tenir compte non seulement des temps de travail échangés, mais encore de la nature des valeurs produites et de leur utilisation.

Un ouvrier fabrique un moteur avec un bas salaire, il perd du temps de travail dans les échanges. Pour Marx, il est exploité et productif. Cependant, si son entreprise vend son moteur pour équiper un tank qui servira à tuer des Algériens, nous pouvons estimer, d'un point de vue moral et politique, qu'il s'agit là non seulement d'un travail stérile et criminel, mais encore d'une activité parasite qui ruine la Nation. Nous jugeons alors que cet ouvrier a une fonction parasite tout en étant un exploité. Selon qu'un Etat poursuit une guerre injuste ou juste, son activité économique comporte ou non un secteur parasitaire.

Il existe deux sortes de parasitisme, l'un est lié à la différence des marxités, l'autre à la nature des valeurs produites. En France, sous l'occupation, les ouvriers qui travaillaient pour l'industrie de guerre allemande n'étaient pas considérés comme des traîtres. En Union Soviétique, le jugement était beaucoup plus sévère. Cet exemple, tiré de l'ouvrage de Sauvy "La Nature Sociale", montre à quel point le choix d'une attitude morale en face du parasitisme social doit s'entourer de précautions, éviter la spontanéité et surtout s'armer de la connaissance des faits. Il n'y a pas de morale sans connaissance, sans elle tout n'est qu'usage, traditions et instincts.

Est-il possible d'aller encore plus loin dans notre jugement et de délimiter le passage de l'Utopie au Futur ?

Beaucoup d'hommes s'interrogent sur le sens du principe de fonctionnement de la société communiste : "A chacun selon ses besoins" disait Marx.

Nous savons aujourd'hui que les besoins augmentent avec la courbe de productivité. Aux besoins alimentaires se sont ajoutés les besoins industriels, puis les besoins tertiaires : l'instruction, la santé, les loisirs, le repos. Au fur et à mesure que la productivité augmente, de nouveaux groupes fonctionnels créateurs de nouvelles valeurs apparaissent dans la société. Au début, cette activité nouvelle est gratuite, l'échange se fait sous forme de dons, soit que la société n'ait pas les moyens de transférer une main-d'oeuvre dans ce secteur (par exemple le développement actuel des services sociaux eut été impensable avant le XXème siècle, c'était l'époque de la charité), soit que la société refuse de reconnaître une valeur à ce qui vient d'être créé (cas du chercheur qui travaille dans la solitude et dont l'effort n'est reconnu valable qu'après sa mort; cas aussi du militant politique pourchassé et même fusillé avant qu'arrive l'époque des partis avec leurs permanents, leurs ministres, etc...)

Le développement de toute fonction sociale résume ainsi l'évolution de l'humanité en commençant par les stades archaïques.

Rien ne laisse supposer qu'il y aura une limite à la naissance de nouvelles valeurs et à l'extension indéfinie des besoins.

Comment dans ces conditions penser que la formule de Marx est autre chose que de la démagogie ? Faudra-t-il offrir à tous ceux qui en éprouvent le besoin un voyage dans la lune ou Mars ? L'économie du temps de travail permet d'entrevoir une réponse.

La masse des besoins qu'une société peut satisfaire est déterminée par son niveau de productivité. Ce niveau crée une limite. Il ne reste que deux solutions pour interpréter la pensée de Marx. Dans la première, la répartition est réglée par voie d'autorité, les besoins de chacun sont définis par l'Etat en fonction des possibilités de satisfaction. Dans la deuxième, il est fait appel au libéralisme et au lieu de définir les besoins, ce sont les revenus qui sont planifiés.

La première solution heurte tellement nos sentiments et se trouve si contraire à l'esprit de Marx qu'il paraît sans intérêt de la discuter. Elle n'est adoptée que dans certaines formes de vie communautaire, chez les religieux en particulier. A l'échelle d'un Etat, elle est impensable.

La deuxième solution mérite réflexion. La variabilité des revenus n'a, sur le plan social, qu'une justification : résoudre le problème des transferts de main-d'oeuvre en attirant celle-ci dans les secteurs où la production doit être développée. Mais il faut remarquer que cette Bourse du Travail n'existe en fait que pour les revenus les plus bas. Les revenus

55.

élevés constituent une chasse gardée. Il y a beaucoup plus de candidats pour les postes au sommet de la hiérarchie que de places disponibles.

On peut se demander pourquoi il en a toujours été ainsi. Depuis l'Antiquité la hiérarchie sociale modèle la hiérarchie des valeurs. Nous comprenons que ce sont les rapports de forces au sein de la société qui aboutissent à ce résultat. Mais est-ce nécessaire et est-ce moral ?

Il se trouve que la classe ouvrière est plus organisée que la petite paysannerie, ce qui lui permet d'avoir des revenus plus élevés et par là d'attirer la main-d'oeuvre nécessaire à une industrialisation. Ici, rapport de force et utilité sociale coïncident.

Mais pour les sommets de la hiérarchie sociale, au contraire, toutes sortes de restrictions, en particulier les relations de classes et les relations de personnes, empêchent l'accès de nouveaux éléments de la population bien que les revenus soient élevés.

Si la formule de Marx a un sens, il paraît être celui de voir un jour se libéraliser les revenus de façon que chacun puisse, selon ses capacités, choisir librement sa fonction. Les revenus seraient alors planifiés de manière à satisfaire le jeu de l'offre et de la demande quel que soit le niveau hiérarchique.

Il est possible que, dans ces conditions, les fonctions les moins attrayantes soient les mieux rétribuées et que les métiers les plus intéressants ne soient ouverts qu'à ceux qui acceptent des revenus plus modestes. Chacun ici choisirait ses revenus selon ses besoins. Le Communisme signifierait alors une rupture entre l'échelle sociale et l'échelle des valeurs.

5 Mai 1959

F. de LAGAUSIE
12 rue Locarno
SURESNES (Seine)

(Droits de reproduction réservés)

LAF TABLES ANNUELLES 1959 LAM

Laffargue (Marcel). — Considérations sur la propagation du photon et de l'électron. <i>Impr. régionale.</i> 2054	Lagarrigue (Louis). — Cent ans de transports en commun dans la région parisienne. <i>Régie autonome des transports parisiens.</i> 6456
Laffay (Albert) et Kerst (Henri). — Collection England. I. Classes de 6 ^e . <i>Masson et C^{ie}.</i> 7722	Lagasse (Jean). — Voir Escande (Léopold). 8518
Laffitte (Bernard). — La Place de la perfusion d'ocytociniques dans l'accouchement avec présentation du siège. <i>Samie.</i> 8258	Lagaussie (François de). — L'Economie du temps de travail. <i>F. de Lagaussie.</i> 10608
Laffitte (Jean). — Ceux qui vivent. <i>Editeurs français réunis.</i> 2967	Lagénie (Jean). — Planches pour l'étude et la pratique de la diction. <i>J. Lagénie.</i> 10190
Lafitte (Jean-José). — Sur un cas d'angiome calcifié de la région parotidienne. <i>Le Français.</i> 7350	Lagerlöf (Selma). — Anna Svård. <i>Amis du Club du livre du mois.</i> (TRAD.) 4721
Lafon (Jean). — Essais de traitement de la vigne effectués en 1957. <i>Impr. l'Emancipatrice.</i> 2397	— Le Merveilleux voyage de Nils Holgersson à travers la Suède. <i>Club des Jeunes amis du livre.</i> (TRAD.) 1972
— Couillaud (Pierre) et Hude (Roger). — Maladies et parasites de la vigne. T. 1. Maladies cryptogamiques. <i>J.-B. Baillière et fils.</i> 5277	Lagnier (Henri). — Thérapeutique bismuthique et ostéopathies. <i>Bosc frères.</i> 9170
Lafont (D ^r Jean-Louis). — Voir Nevot (D ^r Armand). 4364	La Gorce (Agnès de). — Le Vrai visage de Fénelon. <i>Hachette.</i> 2031
Lafont (Philippe). — Voir Nevot (D ^r Armand). 4364	Lagrange (D ^r Jean). — Voir Judet (D ^r Robert). 6429
Lafont (Robert). — Dire. <i>Oc.</i> (TRAD.) 6114	Lagrolet (Jean). — Les Vainqueurs du jaloux. <i>Galimard.</i> 11048
La Fontaine . — Contes et nouvelles. <i>Garnier frères.</i> 646	Lagroua (D ^r Henri-J.). — Réadaptation fonctionnelle et rôle du terrain en pathologie. <i>Maloine.</i> 5965
— Contes et nouvelles. <i>Union littéraire et artistique.</i> 5658	Lagroua Weill-Hallé (D ^r Marie-Andrée). — La Libre conception à l'étranger. <i>Id.</i> 5763
— Contes et nouvelles en vers. <i>Livre club du libraire.</i> 11820	La Haulle (Félix Thoumini, C ^{ie} de). — Ma famille. <i>Impr. de l'Argonne.</i> 10642
— Fables. <i>Brodard et Taupin.</i> 10739, 10740, 10741	La Horbe (Florian de). — La Civilisation ne s'arrête pas. <i>Editions du Mont Pagnote.</i> 11978
— Fables. <i>Hachette.</i> 6556	— L'Incroyable secret de Champlain. <i>Id.</i> 8329
— Fables. <i>Imagerie Pellerin.</i> 11515	— Poèmes du figuier. <i>Id.</i> 11821
— Fables. <i>R. Laffont.</i> 5659	Lahourcade (Michel). — L'Aspergilliose viscérale, revue générale à propos d'un cas. <i>Delmas.</i> 1247
— Fables choisies. <i>Editions de la Rue des Carmes.</i> 7255	Laile (Henry). — Regards neufs sur l'aviation commerciale. <i>Editions du Seuil.</i> 10377
— Fables choisies. <i>Larousse.</i> 4252	Lainville (Robert) et Bazoche (Michel). — Le Budget communal. <i>Sirey.</i> 5574
La Force (Duc de). — Amours et usages de jadis. <i>A. Fayard.</i> 10641	Laisné (Colette Vigier, M ^{me}). — Sur quelques cas d'incompatibilités rhésus dans un secteur de Bretagne Nord. <i>R. Foulon.</i> 1808
— Augustin-Thierry (Amédée), Lucas-Dubreton (Jean) et Ford (Robert). — Louis XIV et sa cour, Lola Montès, Charles-Quint, Le Tibet rouge. <i>Cercle Historia.</i> (TRAD.) 10161	Lait (Le) dans l'histoire de Lorraine. <i>Unicoolait.</i> 6679
Laforest (Serge). — Bluff contre bluff. <i>Fleuve noir.</i> 4720	Lajugie (Joseph). — Les Systèmes économiques. <i>Presses universitaires de France.</i> 9940
— Cercle de mort. <i>Id.</i> 8606	Lalanne (Denis). — Le Grand combat du quinze de France. <i>Table ronde.</i> 7609
— Duel sur l'océan. <i>Id.</i> 5182	Laleuf (André). — Voir Fourastié (Jean). 2945
— Haine contre haine. <i>Id.</i> 4481	Laligant (Pierre-Edouard). — Dystrophie polyviscérale d'Albright. <i>R. Foulon.</i> 2092
— Sang pour sang. <i>Id.</i> 875	Lalou (René). — Histoire de la poésie française. <i>Presses universitaires de France.</i> 876
— Secousses sous la mer. <i>Id.</i> 1412	— Le Théâtre en France depuis 1900. <i>Id.</i> 4964
Laforgue (Jules). — Quelques poèmes. <i>Bibliophiles et graveurs d'aujourd'hui.</i> 3324	Laloue (Paul-Eléonore). — Le Guide de la charcuterie. <i>P.-E. Laloue.</i> 11660
Lafosse (Maurice). — Manuel pratique de mesures électriques et d'essais de machines. <i>Dunod.</i> 8057	Lallouet (Pierre). — Les Epithéliomas en nappe de la cavité buccale. <i>Arnette.</i> 9171
Lagache (D ^r Daniel). — La Psychanalyse. <i>Presses universitaires de France.</i> 5488	Laloup (Abbé Jean). — Bible et classicisme. <i>Casterman.</i> 3115
Lagache (Michel). — Les Investissements privés et le concours financier de l'Etat. <i>Berger-Levrault.</i> 6928	Lamaison (Jacques). — Voir Cart (Adrien). 4932
Lagarde (Georges de). — La Naissance de l'esprit laïque au déclin du Moyen âge. <i>E. Nauwelaerts. Béatrice-Nauwelaerts.</i> 1210	Lamarque (Pierre). — Menace cléricale sur l'Europe. <i>Centre d'action européenne démocratique et laïque.</i> 8774
Lagarde (Paul). — Recherches sur l'ordre public en droit international privé. <i>Librairie générale de droit et de jurisprudence.</i> 9939	Lamarre (Lise). — Précocité. <i>Perrin.</i> 8404
	Lamartine . — Graziella. <i>Gründ.</i> 11049
	— Méditations poétiques. <i>Larousse.</i> 4482
	Lambersart la Jolie, Nord. <i>L. Danel.</i> 8215
	Lambert (André). — Tout n'est pas perdu. <i>Editions du Scorpion.</i> 5183